

DESA

BURUNDI, REPUBLIC OF BURUNDI
"PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI,
PROGRAMME PAR PAYS DOCUMENT DE TRAVAIL"

[1-30] APR 1973

UNCLASSIFIED
VP/WG SEPT 2014

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1906</u>
BOX	<u>X</u>
FILE	<u>7</u>
ACC.	<u>TE 311/1</u>

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

AU
BURUNDI

T/E 311/1 BURU



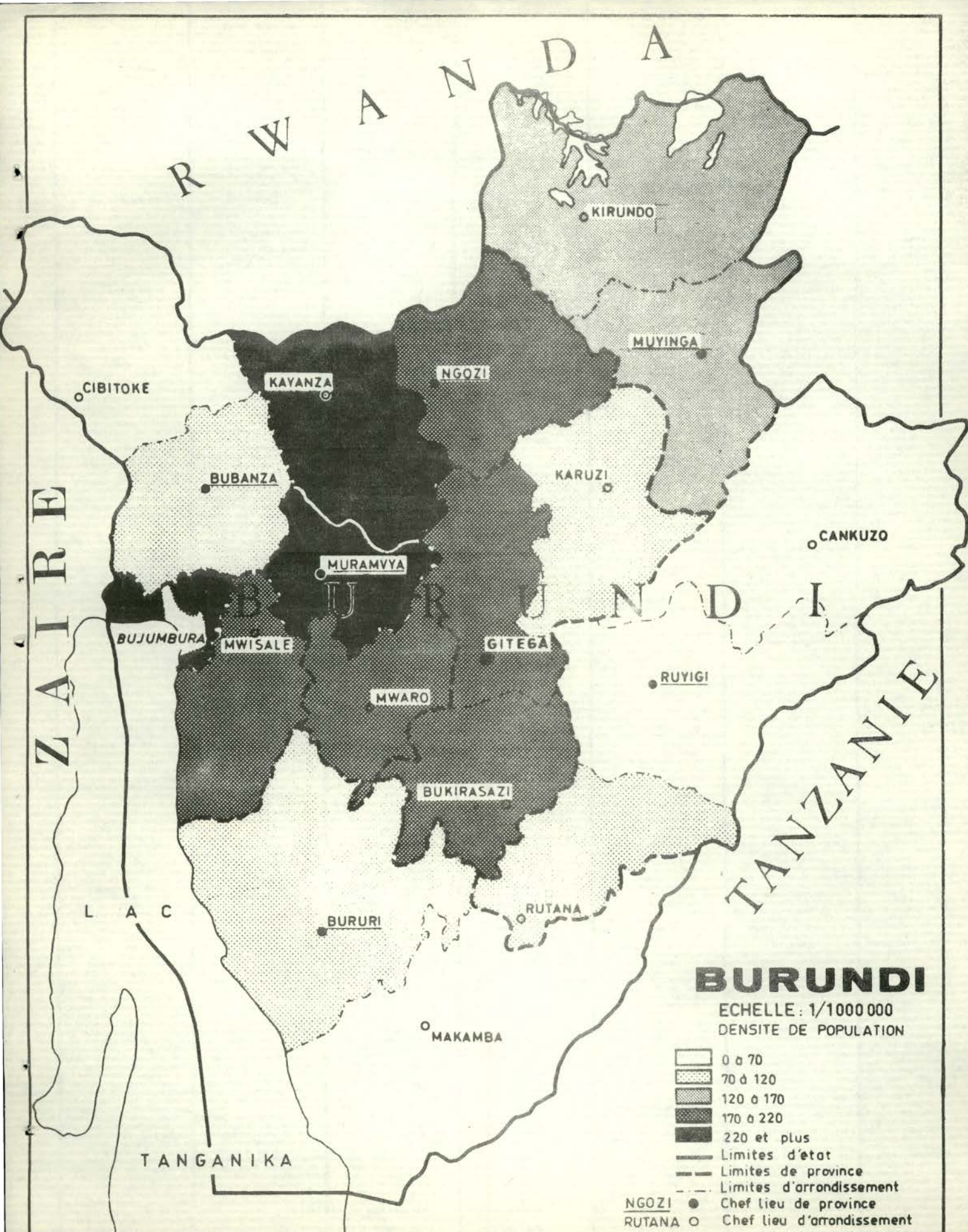
PROGRAMME PAR PAYS
DOCUMENT DE TRAVAIL

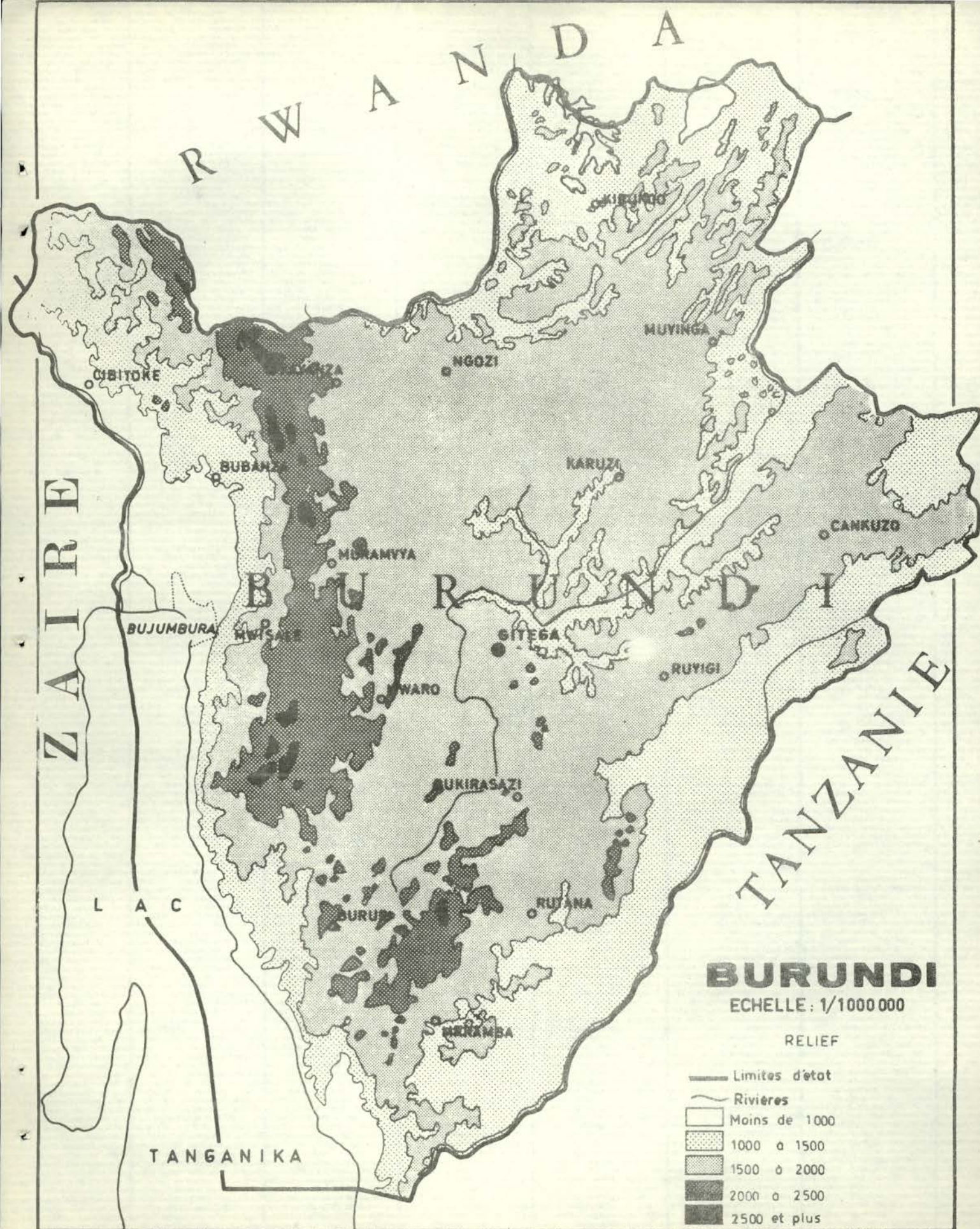
PUBLIE PAR :
LE BUREAU DU REPRESENTANT RESIDENT
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
B.P. 1490
BUJUMBURA.
TEL. 31.35.

AVRIL 1973

Ce document n'est qu'un instrument de travail qui servira de base à l'élaboration du document du programme national proprement dit.

Il a été préparé, vérifié et rédigé avec l'aide et la collaboration de nombreux experts du Système des Nations-Unies présents au Burundi qui ont été étroitement associés à ce travail.





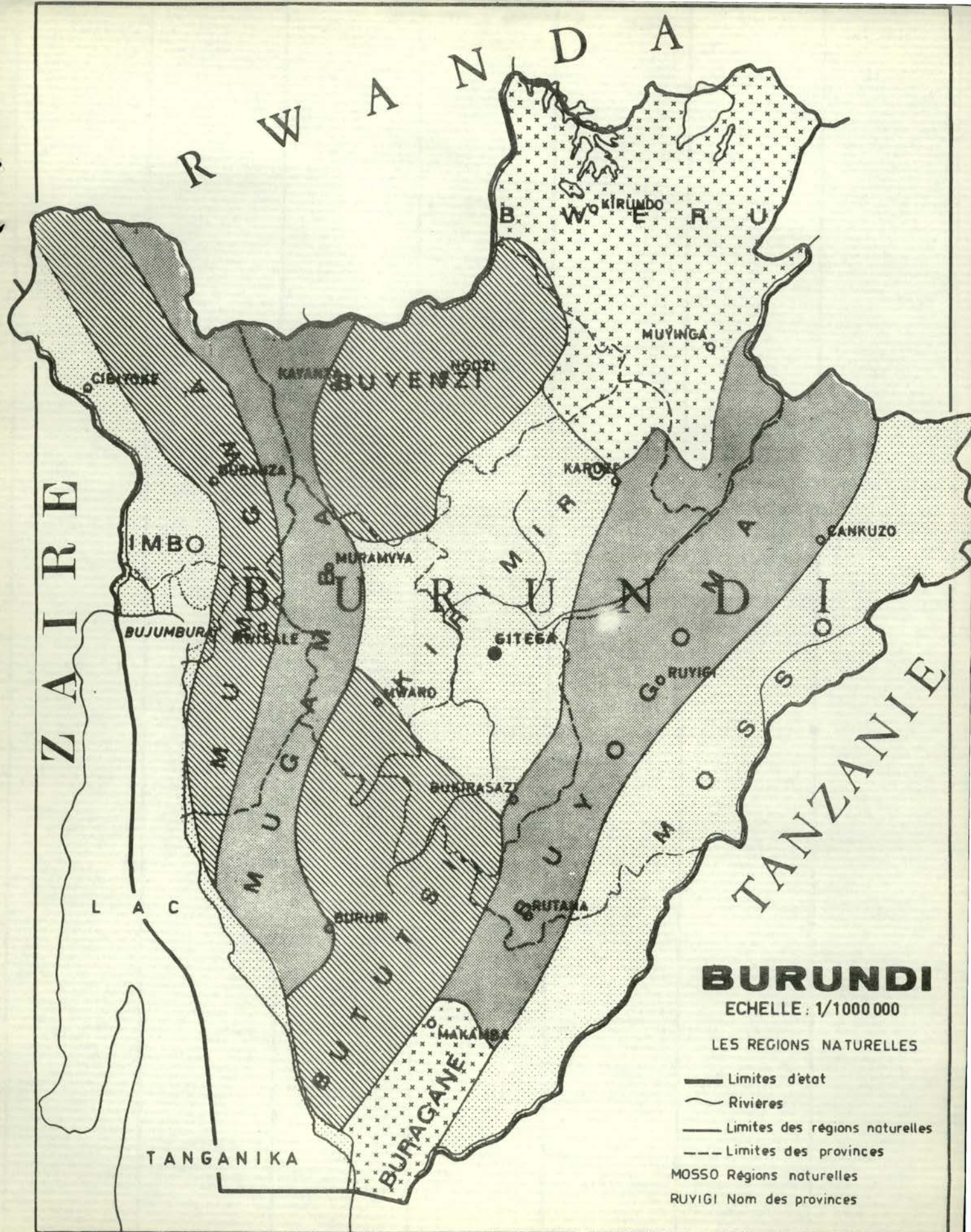


TABLE DES MATIERES

SECTION I :

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

- 0 *GENERALITES*
- 1 *ORGANISMES NATIONAUX DE PLANIFICATION ET DE DEVELOPPEMENT*
- 2 *ETAT D'AVANCEMENT DE L'ELABORATION DU PLAN*
- 3 *CONTINGENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES DU PLAN*
 - 3.1 *Objectifs et priorités de développement*
 - 3.2 *Stratégie nationale du développement*
 - 3.3 *Conditions et ressources nécessaires pour la réalisation du Plan*
 - 3.4 *Evaluation générale du rôle du PNUD*

SECTION II :

EXPOSES PAR SECTEUR

- 1 (55) *POPULATION*
 - 1.1 (60) *ACTIVITES DE SECOURS*
- 2 (25) *SANTE*
- 3 (15) *EDUCATION*
- 4 (20) *POLITIQUES ET PLANIFICATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES*
 - 4.1 (70) *SECURITE SOCIALE ET AUTRES SERVICES SOCIAUX*
 - 4.2 (10) *CULTURE ET SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES*
- 5 (50) *RESSOURCES NATURELLES*
- 6 (05) *AGRICULTURE*

7	(35)	INDUSTRIE
7.1	(45)	MAIN D'OEUVRE
7.2	(65)	SCIENCE ET TECHNIQUE
8	(40)	COMMERCE
9	(75)	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les secteurs sont présentés dans un ordre destiné à faciliter la lecture de cette section et la synthèse des renseignements qui y sont contenus.

Les numéros de code, correspondant à une classification des secteurs par ordre alphabétique proposée par le PNUD, figurent entre parenthèses.

Le premier chiffre de chaque page du document correspond à la Section, le ou les chiffres suivants au Chapitre. Les numéros gras indiquent, pour la Section I, les numéros successifs des pages, et pour la Section II, les numéros des pages des exposés par secteur.

SECTION I : *RESUME DE LA SITUATION
ECONOMIQUE ET SOCIALE
DU BURUNDI*

0. GENERALITES

0.1 Le cadre naturel

Le Burundi, dont la superficie est de 25.500 km², se trouve à mi-chemin entre l'Est africain et la République du Zaïre. C'est un pays montagneux, enclavé et riverain du lac Tanganyika. La situation sur la carte - entre 2°30', et 4°30' de latitude sud et entre 29° et 31° de longitude est - le place dans l'hémisphère sud.

Le climat du Burundi se caractérise par deux saisons de pluies - de mars à mai et d'octobre à décembre - avec une moyenne pluviométrique de 1.150 mm par an et une température moyenne à Bujumbura de 23° 6 avec des variations importantes à l'intérieur du pays. Le relief comportant des altitudes entre 785m - niveau du lac Tanganyika - et 2670m - sommet du mont Heba, est en grande partie dénudé de la forêt naturelle qui ne subsiste que sur la crête Zaïre-Nil, entre Bugarama et la frontière rwandaise et au sud-ouest de Bururi. De ce fait, l'érosion constitue un problème important, les sols sont en général pauvres à l'exception des alluvions de la vallée de la Ruzizi.

0.2 Les hommes

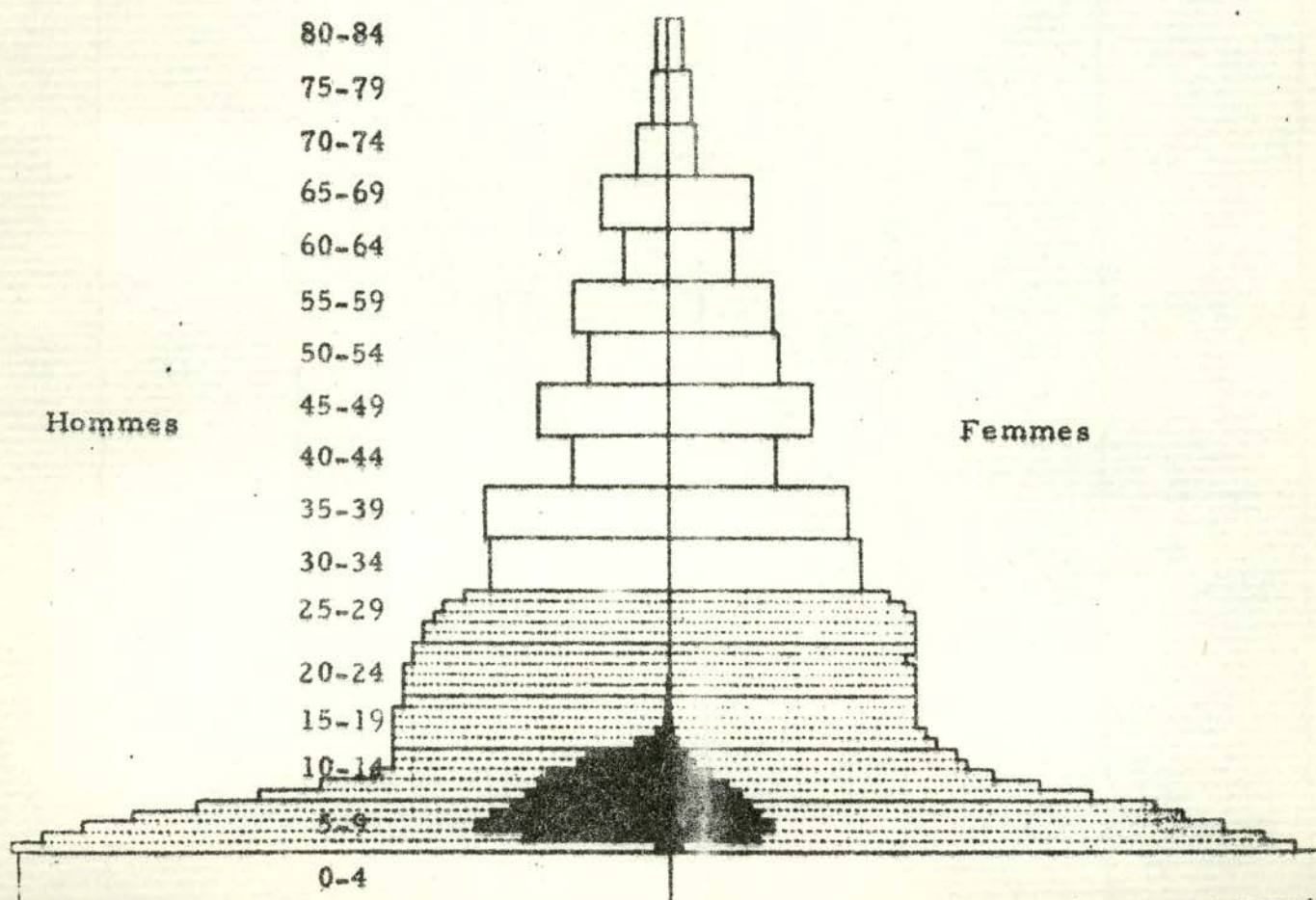
La population du Burundi, composée de trois ethnies - batutsi, bahutu et batwa - est remarquablement uniforme du point de vue de la civilisation et de la langue commune. Cette population qui compte environ 3.742.000 habitants - chiffre arrêté par le Gouvernement pour assurer la continuité par rapport aux données sur lesquelles se sont fondés les calculs prévisionnels du premier plan quinquennal 1968-1972 - est à 95% rurale. La capitale, Bujumbura, est la plus grande agglomération urbaine - environ 120.000 habitants - les autres agglomérations urbaines ne dépassant pas 8.000 habitants.

La densité de la population - 147 habitants par kilomètre carré - est l'une des plus élevées d'Afrique. Cette densité de population, et le système de répartition des terres, ont créé une situation foncière de plus en plus préoccupante du fait de l'amenuisement et l'épuisement des réserves de terre cultivables.

PYRAMIDE DES AGES

Les superficies imprimées en noir représentent les populations scolarisées.
Les tranches d'âges annuelles ont été calculées sur la base des tranches d'âges quinquennales par la méthode des multiplicateurs de Sprague.

Source : IRUSTAT : annuaire statistique 1962 - 1965. Enquête démographique mars-juillet 1965. Document produit par le Bureau du PNUD à Bujumbura.



La situation géographique du Burundi a fait de ce pays une sorte de plaque tournante pour les vastes mouvements de migrations. Son relief l'a rendu inaccessible face aux envahisseurs au cours des périodes plus récentes. Ainsi, l'administration coloniale allemande n'a jamais réussi à s'installer en force sur le territoire du Burundi actuel, et même son rattachement au point de vue administratif du territoire Rwanda-Urundi au Congo Belge n'a entraîné aucun impact sérieux sur l'originalité et la composition de la population du Burundi. L'un des résultats de ce relatif isolement a été la naissance de la langue Kirundi appartenant à la famille des langues Bantoues. La langue Kiswahili connaît une expansion croissante comme langue véhiculaire.

0.3 La structure politique et administrative

Le Burundi a accédé, le 28 novembre 1966, à un régime présidentiel dans le cadre duquel le Président de la République, dans sa double mission de Chef de l'Etat et de Chef du Parti UPRONA, est assisté par le Conseil Suprême de la Révolution.

Le Gouvernement actuel est présidé par un Premier Ministre, qui cumule les fonctions de l'Intérieur et Secrétaire Exécutif de l'UPRONA. Les autres portefeuilles sont répartis comme suit : Affaires Etrangères, Coopération et Plan, Justice, Santé Publique, Travaux Publics, Transports et Equipement, Education Nationale et de la Culture, Affaires Sociales, Fonction Publique, Information, Finances, Economie, Agriculture et Elevage, Communications et Aéronautique. Il y a en outre un Ministre Délégué à la Présidence. Le pays est divisé en huit provinces, administrées chacune par un gouverneur, comprenant un ou plusieurs arrondissements. Les arrondissements sont divisés en communes. Les deux langues officielles sont le Kirundi et le Français.

0.4 La situation financière

Les premiers Comptes Economiques de la Nation datent de 1965. A cette époque le produit intérieur brut était estimé à Fr.Bu. 13.435 Millions. La production agricole destinée à la subsistance et à la commercialisation comptait pour 78% de ce montant. Sur la base des Comptes Economiques établis pour l'année 1970, le produit intérieur brut a été estimé à Frs.Bu. 19.014 millions, ce qui par rapport à 1965 représenterait une augmentation annuelle de 6,82%. Le produit national brut par habitant pour 1970 était d'environ Frs.Bu. 5.433. Ainsi qu'il ressort des renseignements statistiques ci-après, les événements du premier semestre 1972 n'ont apparemment pas eu, dans l'immédiat, des conséquences économiques aussi désastreuses que l'on aurait pu craindre.

TABLEAU T.O.1.:

DONNEES FINANCIERES*Tous les montants sont exprimés en millions de Frs Bu.***BALANCE COMMERCIALE**

	1970	1971	1972
Importations	1.815,7	2.129,4	2.359,5
Exportations	1.891,9	1.868,5	2.173,2
Déficit (-)			
ou Excédent (+)	+ 76,2	- 260,9	- 186,3

BALANCE DES PAIEMENTS

Dépenses	2.769,0	3.051,5	3.683,1
Recettes	3.059,1	3.206,4	3.801,5
Déficit (-)			
ou Excédent (+)	+ 290,1	+ 154,9	+ 118,4

AVOIRS NETS EN MONNAIE ETRANGERE A LA B.R.B.

- A. Fin décembre 1970 : + 205,9
 Fin décembre 1971 : + 411,7
 Fin décembre 1972 : + 651,7

- B. Compte tenu des avoirs des Banques Agréées et des transferts en route, les avoirs nets du Burundi s'élevaient à :

- Fin décembre 1970 : + 631
 Fin décembre 1971 : + 519,97
 Fin décembre 1972 : + 634,37

MONTANT DES AVANCES DE LA B.R.B. AU TRESOR

- Fin décembre 1970 : 765
 Fin décembre 1971 : 613,6
 Fin décembre 1972 : 741,5

ENDETTEMENT TOTAL DU TRESOR VIS A VIS DU SECTEUR BANCAIRE

- Fin décembre 1970 : 788,3
 Fin décembre 1971 : 715,8
 Fin décembre 1972 : 788,2

L'endettement maximum prévu en fin d'année 1972 avait été fixé à 803

PREVISIONS DU BUDGET ORDINAIRE 1972

- Recettes + 2.500
 Dépenses + 2.350
 Excédent + 150 environ

La Balance des Paiements se solde par un excédent de 118,4 millions de Frs.Bu. malgré une augmentation extrêmement importante des dépenses du Gouvernement en devises qui sont passées de 237,8 millions de Frs.Bu. pour l'année 1971 à 477,3 millions de Frs.Bu. pour l'année 1972.

Cette situation est due en grande partie à l'importance des exportations de café au cours de l'année 1972. Entre le premier janvier et le 31 décembre 1972 il a été exporté 21.875 tonnes de café marchand dont 16.022 de la campagne 1972, le solde, 5.853 tonnes, provenant des reliquats de la campagne 1971 non exportés au 31 décembre 1971.

Sur 1.693,4 millions de Frs.Bu. représentant les règlements des exportations de café entre le premier janvier et le 31 décembre 1972, 781,8 millions de Frs.Bu. proviennent des exportations de café de l'année 1971. Les règlements des exportations de la campagne 1972 représentent 911,6 millions de Frs.Bu. inscrits dans la balance des paiements de l'année 1972. On estime que le solde des règlements d'exportations provenant de la production 1972, représenteront environ 750 millions de Frs.Bu. qui s'inscriront dans la Balance des Paiements de 1973. Les règlements des exportations de la campagne 1971/1972 rapporteront environ 1.661,7 millions de Frs.Bu. La production de café marchand de la campagne 1972 est d'environ 19.400 tonnes, comparée avec 25.000 tonnes en 1971. Dans l'immédiat il est très difficile d'estimer la production de 1973. Elle pourrait se situer entre 18 et 20.000 tonnes.

En ce qui concerne le coton-graine, la prochaine récolte sera aussi mauvaise que celle de 1972 qui s'élevait à 5.153 tonnes correspondant à 1.893 tonnes de coton-fibre.

Quant au Budget Ordinaire 1972, les comptes définitifs ne sont pas encore établis. Cependant il est estimé que le montant des recettes sera de l'ordre de 2.500 millions de Frs.Bu. et celui des dépenses de 2.350 millions de Frs.Bu., soit un excédent de 150 millions de Frs.Bu. Au titre des impôts - non-compris les recettes provenant de la contribution personnelle minimum, de l'impôt sur le gros bétail et les bicyclettes - les rentrées se sont élevées à 684,6 millions de Frs.Bu. auxquels s'ajoutent 1.421 millions de Frs.Bu. provenant des recettes douanières.

Certains éléments laissent cependant présager une certaine diminution du volume des affaires. Le montant des importations exprimé en francs burundi constants, n'a pas augmenté entre 1971 et 1972 et par suite de l'inflation des prix et des fluctuations sur le marché monétaire, la valeur de ces importations est en baisse. Si cette tendance devait se confirmer dans les mois à venir, il est certain que l'on devrait s'attendre à une diminution des recettes douanières, du chiffre d'affaires des sociétés commerciales, du bénéfice de ces sociétés et, par voie de conséquence, à des moins-value d'impôts directs.

En 1972, la plupart des sociétés industrielles ont vu leurs ventes diminuer. Une des principales raisons de cette stagnation ou régression des affaires pourrait provenir du fait que la masse monétaire mise en circulation pour la campagne café 1972 était inférieure de 250M. par rapport à 1971. D'autre part, en raison de la baisse importante de la production de coton-graine, les producteurs ont réalisé environ 30 millions de Frs.Bu. de moins qu'en 1971.

Comme toujours la situation économique et financière de l'année 1973 dépendra, avant tout, de la campagne café.

1. ORGANISMES NATIONAUX DE PLANIFICATION ET DE DEVELOPPEMENT

Si à partir de décembre 1969 le portefeuille du Plan relevait du Ministre Délégué à la Présidence, depuis mars 1971 il a été confié au Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et du Plan. Dans le cadre de ce Ministère fonctionne une Direction Générale du Plan dont les attributions sont l'élaboration, l'administration et le contrôle de l'exécution du Plan, outre certaines autres fonctions précisées ci-après. Les aides bilatérales ainsi que la coopération technique du F.E.D. fournissent un certain nombre de conseillers pour assister la Direction Générale dans ses diverses tâches. D'autre part, ce Département gouvernemental s'appuie sur les travaux des commissions et des sous-commissions sectorielles de planification, créées au sein des Ministères intéressés pour participer à l'élaboration du Deuxième Plan Quinquennal de Développement.

Les structures nécessaires pour la mise en oeuvre des différentes étapes du Deuxième Plan Quinquennal - conception, exécution, contrôle de l'exécution et coordination - s'inspireront sans doute de celles qui avaient été prévues pour le Premier Plan Quinquennal, à savoir :

- liaison avec les commissions de Planification chargées d'élaborer les étapes opérationnelles et de déterminer les éventuels ajustements du Plan,
- définition des attributions et des responsabilités dans l'exécution du Plan qui incombent aux différents échelons de l'Administration et des Services Publics concernés,
- liaison avec la Banque Nationale de Développement Economique dans l'optique de la participation de cette dernière dans l'exécution du Plan,
- gestion des structures de coordination et de supervision mises en place par le décret présidentiel N° 1/31 du 4 juin 1969, portant Création de la Commission Nationale du Plan au sein de laquelle sont représentés les Ministères des Affaires Etrangères, de la Coopération et du Plan, des Finances, de l'Economie, de l'Agriculture et de l'Elevage, des Affaires Sociales ainsi que la Banque de la République du Burundi et la Banque Nationale de Développement Economique,
- application des dispositions du code des Investissements Privés avec le concours de la Commission Nationale des Investissements,
- orientation des travaux du Département des Statistiques rattaché à la Direction Générale du Plan.

2. ETAT D'AVANCEMENT DE L'ELABORATION DU PLAN

Le Premier Plan de Développement Economique et Social du Burundi a été élaboré entre les mois d'avril 1967 et juin 1968. Il s'étendait sur la période 1968-1972. A partir du mois d'août 1972 les Commissions de Planification - comprenant des hauts fonctionnaires des départements gouvernementaux, des experts des aides bilatérales, du F.E.D. et du Système des Nations-Unies auxquels ont été associés dans certains cas des représentants du secteur privé - élaborent les prévisions pour la rédaction du Deuxième Plan Quinquennal s'étendant sur la période 1973-1977, dont la publication est prévue pour le mois de juin 1973.

3. CONTINGENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES DU PLAN

3.1 Objectifs et priorités de développement

Le Premier Plan Quinquennal - 1968-1972 - constituait une première approche globale du développement économique et social, étape intermédiaire vers une programmation opérationnelle plus rigoureuse. Ce Premier Plan englobait trois catégories de projets :

- a. Projets en cours ou projets nouveaux dont le financement a été obtenu avant l'entrée en vigueur du Premier Plan Quinquennal,
- b. Projets nouveaux dont l'exécution pouvait être prévue dans le cadre du Premier Plan Quinquennal,
- c. Projets nouveaux exigeant d'importantes et de longues études préliminaires et dont la mise en oeuvre souvent, ne pouvait qu'être amorcée au cours du Premier Plan Quinquennal.

Le développement économique et social du Burundi est dominé par un certain nombre de problèmes, dont :

- la croissance démographique rapide et continue,
- l'amenuisement et l'épuisement des terres cultivables,
- la modicité du Produit Intérieur Brut et du revenu monétaire par habitant
- la précarité des Finances Publiques.

Les deux grandes options globales du Deuxième Plan Quinquennal, conçues cependant à plus long terme, tout en étant basées sur les réalisations à atteindre de 1973-1977, peuvent se résumer comme suit :

- a. augmenter le niveau de vie des populations ainsi que la capacité économique et financière du pays, par le développement des cultures d'exportation, la diversification de l'économie, l'exploitation du sol et du sous-sol, etc.,
- b. améliorer la participation et la capacité contributive du pays à l'effort de développement : amélioration quantitative et qualitative des cultures vivrières; protection du sol et renforcement des infrastructures économiques existantes; rentabilisation de l'éducation et de la formation orientée surtout vers le développement rural et celui de la productivité; amélioration de l'hygiène du milieu et de la santé publique, de l'habitat urbain et rural, etc.

Sur la base de ces options globales, les grands secteurs économique-sociaux peuvent être rangés dans l'ordre de priorité stratégique suivant : agriculture, industrie, tourisme et commerce, infrastructure économique-sociale, éducation et formation professionnelle et santé.

Il est important de constater que l'agriculture, pendant la période du Deuxième Plan Quinquennal comme pendant la période du premier, subira les conséquences de l'amenuisement et de l'épuisement des terres dûes à l'effet conjugué de l'accroissement démographique et du pâturage excessif. A cet égard, le premier plan, se fondant sur une interprétation prudente des statistiques disponibles, entrevoyait que la saturation complète des terres à vocation agricole risquait d'être atteinte dans un délai de vingt ans. Etant donné que la gravité du problème foncier n'a fait que s'accroître entre-temps, il est permis d'affirmer que les actions préconisées dans le Deuxième Plan Quinquennal sont dominées par la double nécessité fondamentale :

- de résoudre de façon urgente et si nécessaire drastique le problème du bétail et plus particulièrement celui des surplus,
- d'améliorer les factures physiques et chimiques des sols pour en accroître le rendement.

3.2 *Stratégie nationale du développement*

Compte tenu du délai relativement bref de son élaboration, le Deuxième Plan Quinquennal constituera en quelque sorte un plan cadre dont la mise en oeuvre se fera par tranches opérationnelles.

Dans le cadre de ces dernières sont définies et mises à jour les données relatives aux motivations et aux incidences socio-économiques des projets. De même seront définis et mis à jour, dans le cadre des tranches opérationnelles, les moyens d'exécution et en particulier les investissements, les contreparties, les dépenses récurrentes et les besoins en cadres.

Vu sous cet aspect, le Deuxième Plan Quinquennal s'oriente vers la conception d'un plan glissant. C'est-à-dire que le Plan, conçu pour la période de cinq ans, se traduira par des tranches annuelles dont chacune restera orientée dans une optique quinquennale, en ce sens que chaque année le plan se verra virtuellement prolongé d'un volet, tandis que le volet de l'année écoulée se détache.

Dans une large mesure, le Deuxième Plan Quinquennal constituera le prolongement du premier de même que celui-ci constituait la suite de certaines entreprises dont le début se situe avant la période du Premier Plan Quinquennal - 1968-1969. Ceci s'explique par le fait que :

- les problèmes de base sont restés les mêmes, de sorte que les objectifs n'ont rien perdu de leur pertinence et de leur portée;
- la mise en oeuvre de nombreux projets destinés à atteindre les objectifs du Premier Plan Quinquennal, débutera et se poursuivra dans le cadre de la période couverte par le Deuxième Plan Quinquennal, voire au-delà de celle-ci. Ainsi en est-il des projets de grande envergure et à long terme, tel que le programme de culture de thé ou des projets exigeant d'importantes études de préinvestissement tel que le projet d'infrastructure routière.

L'originalité du Deuxième Plan Quinquennal se traduit par la recherche,

- d'une participation nationale croissante à la mise en oeuvre du plan. En d'autres termes, il s'agit d'une mobilisation de toutes les ressources et de toutes les potentialités humaines sous la forme d'un investissement-travail et de l'affectation d'une partie croissante des économies à des fins d'investissement dans le développement,
- d'une régionalisation aussi poussée que possible des programmes de développement basée sur la complémentarité des différentes régions du pays, et l'intégration dans cette optique des actions prévues dans les divers secteurs socio-économiques.

3.3 Conditions et ressources nécessaires pour la réalisation du Plan

Les carences et les insuffisances des infrastructures administratives et industrielles constituent un frein au développement économique du Burundi. Celles-ci limitent jusqu'à un certain point l'action du PNUD, déjà limitée par son Chiffre Indicatif de Planification jugé insuffisant, face aux tâches actuelles, par tous ceux qui sont concernés.

L'exécution du Plan nécessite la réunion des trois conditions suivantes : ressources humaines et matérielles, et moyens institutionnels. Toutefois, au-delà de ces trois conditions, le Plan ne peut être réalisé que par une prise de conscience nationale.

La majeure partie des ressources financières nécessaires à la réalisation des projets d'investissement compris dans le Plan provient de sources d'aide extérieure assorties dans la plupart des cas d'une assistance technique. En raison de la faiblesse et de la précarité de son revenu national, le pays est obligé d'avoir recours à des aides financières et techniques extérieures dont les charges de contrepartie sont minimales, surtout sur le plan budgétaire. Une réorganisation de la Comptabilité Nationale et autres mesures de rationalisation pourraient permettre une utilisation plus efficace du Budget Ordinaire National à des fins de développement.

Quant à sa mise en oeuvre, le Plan est évidemment tributaire de ressources humaines et des possibilités de formation en vue de l'amélioration quantitative et qualitative des cadres. Le Burundi bénéficie de l'assistance des aides bilatérales et multilatérales. Cependant, les charges de contrepartie dans ce domaine rendent cette assistance quelque peu onéreuse.

Dans un autre ordre d'idées, le Gouvernement peut et doit faire appel à la mobilisation des ressources humaines pour la mise en oeuvre du Plan par des actions d'animation rurale.

En effet, si le développement de la production agricole est primordial à la fois en tant que source de subsistance et source d'augmentation du niveau de vie, le secteur de l'éducation est aussi hautement prioritaire pour la formation des cadres techniques et administratifs indispensables au développement.

Enfin, la dernière condition nécessaire à la mise en oeuvre du Plan est constituée par les moyens institutionnels. En effet l'efficacité de l'appareil administratif et législatif est une condition *sine qua non* pour assurer l'exécution des programmes et des projets. Un certain nombre de mesures concrètes s'avèrent nécessaires pour atteindre ce but. Il s'agit de la structuration adéquate des départements et services publics, la définition exacte de leurs attributions et de leurs responsabilités dans l'exécution et le contrôle de l'exécution du Plan, la création d'une comptabilité adaptée aux besoins du développement, la création des organes de coordination, et, enfin la formation de certains cadres de spécialistes.

3.4 Evaluation générale du rôle du PNUD

L'assistance du PNUD et du Système des Nations Unies pour l'année 1972 représente 15% environ de l'ensemble des aides extérieures reçues par le Gouvernement.

L'importance de l'assistance du PNUD réside dans sa relative disponibilité et dans les possibilités offertes par ses projets de préinvestissement, généralement bien adaptés au développement du pays. Cette assistance, octroyée dans le cadre du Chiffre Indicatif de Planification, est réservée seulement à des projets demandés par le Gouvernement et pour lesquels celui-ci attache une grande priorité. Enfin, des consultations périodiques avec le Gouvernement et les représentants de l'aide bilatérale et multilatérale permettent une insertion harmonieuse des projets PNUD dans le pays et évitent en même temps la duplication.

L'assistance technique du PNUD, sous forme de missions d'experts individuels ou de projets comportant de nombreux experts et une composante de formation et d'équipement, a été principalement orientée vers le secteur de formation.

Les domaines d'intervention de l'assistance actuelle du PNUD dans les secteurs suivants sont rappelés ci-après :

- *Formation* : dans le cadre des Ministères suivants : Education Nationale, un projet majeur, ENS, comportant : 8 experts; Enseignement primaire, 1 expert; Enseignement Féminin, 1 expert; Agriculture, un projet majeur, ITAB, 8 experts; et le projet de topographie, 1 expert; Education Nationale et Fonction Publique, le projet d'Administration Publique, 6 experts; Finances, un projet en formation douanière, 1 expert; Télécommunications et Aéronautique, deux projets en formation météorologique et aviation civile, 1 expert chacun; Santé Publique, un projet d'hygiène publique, 1 expert.
- *Agriculture* : un projet majeur, Recherches Halieutiques et Développement de la Pêche, comportant 4 experts et 2 experts associés; trois autres projets, 1 expert chacun: Génie Rural, Vulgarisation Agricole et Technologie Laitière.
- *Administration et Finances Publiques* : un projet majeur, la Banque Nationale de Développement Economique, 3 experts; un projet, Assistance au Centre National d'Informatique, 1 expert.

- *Industrie* : Ministère de l'Economie, un projet majeur, Recherches Minières, 5 experts et 2 experts associés; un projet, Petites et Moyennes Industries, 1 expert.
- *Santé* : un projet majeur, Aide aux Services de Santé Publique, 13 experts hors CIP; un projet d'Evacuation des Eaux Usées, Drainage et Elimination des Déchets Solides de Bujumbura, 1 expert.
- *Main-d'Oeuvre* : Affaires Sociales et Travail; un projet, Evaluation et Planification de la Main-d'Oeuvre, 1 expert.
- *Infrastructure* : Travaux Publics, Transports et Equipement; un projet, Assistance Préparatoire en Matière d'Habitat et d'Urbanisme, 1 expert.

Quant à sa mise en oeuvre, l'assistance du PNUD comme celle de l'ensemble du Système des Nations Unies, est octroyée sous forme d'experts, également chargés de la formation, et d'équipement. Dans la plupart des cas, la composante experts représente le montant le plus important alloué aux projets. Les résultats obtenus par les experts sont parfois discutables, à cause de l'inadaptation de l'expert au milieu ambiant, ou aux conditions de travail existantes.

Pour ces raisons, il est important de préciser, lors de la préparation des requêtes du Gouvernement, une juste répartition entre les éléments experts, formation et équipement. En effet, au départ de l'expert, formation et équipement continuent l'action entreprise.

La partie formation étant d'une importance particulière, l'octroi des bourses devrait, dans toute la mesure du possible, être assuré sur place de telle sorte qu'elles puissent s'adapter aux besoins du pays.

Enfin, il faut rester attentif à une "sur-formation" qui inciterait au drainage de cerveaux à l'extérieur du pays plutôt qu'à leur adaptation aux réalités locales économiques et sociales.

Une partie non négligeable de la réussite d'un projet sont les contreparties du Gouvernement en espèces et en nature. Etant donné que le Burundi a des possibilités limitées, on ne saurait exiger des contreparties en espèces ou en nature importantes. A cet effet, deux démarches devraient être entreprises pour renforcer la capacité d'absorption du pays et lui faire bénéficier de façon plus efficace de l'assistance du PNUD. La première consisterait en une consultation permanente avec les sources d'aide bilatérale : éviter la compétitivité, les doubles emplois, garantir la complémentarité, etc. La seconde devrait aboutir à faire reconnaître le Burundi, qui se trouve déjà sur la liste des 25 pays les moins développés, comme appartenant aux pays les moins favorisés parmi eux et, par conséquent, permettre entre autre l'augmentation du CIP.

En ce qui concerne le Système des Nations Unies et le PNUD en particulier, on ne saurait que trop recommander une simplification effective des procédures administratives, une rapidité plus grande de l'exécution, une décentralisation et une coordination réelles à l'échelon du Représentant Résident, un renforcement des bureaux du PNUD en personnel qualifié, l'amélioration et l'accélération du recrutement des experts ainsi que de l'achat et la livraison de l'équipement, la prise en charge de certains frais locaux, et enfin la création de projets pilotes et de démonstration économiquement rentables et capables d'attirer des investissements importants.

La liste des priorités du gouvernement concernant les projets financés dans le cadre du PNUD pour la période 1972-1976 - Chiffre Indicatif de Planification \$ 10 Millions - a été arrêtée lors de réunions interministérielles des mois de novembre et décembre 1972. Environ 73% du C.I.P. a été absorbé par des projets déjà en cours d'exécution. En effet, l'existence avant le 1er janvier 1972 de six projets du Fonds Spécial nécessitant une deuxième phase a lourdement hypothéqué le Chiffre Indicatif de Planification et n'a laissé que peu de souplesse à l'utilisation de celui-ci pour des nouveaux projets. Pour rester dans le cadre de l'enveloppe, il a été nécessaire de réduire la durée des projets et d'ajourner des projets nouveaux dans le présent exercice de programmation. Pour cette raison une liste de projets hautement prioritaires, n'ayant pu être inclus dans le C.I.P., a été également établie. Certains de ces projets sont susceptibles d'être repris ultérieurement si des économies devaient être réalisées sur des projets approuvés ou en cours d'exécution. Ces économies seraient évidemment créditées au C.I.P.

Dans l'ensemble, le programme d'assistance du PNUD répond d'une façon qualitative aux besoins du pays et selon les objectifs et les priorités définies dans le cadre du Premier et Deuxième Plan Quinquennal. Cependant les événements des mois de mai et de juin 1972 n'ont fait qu'aggraver les besoins du pays en aide extérieure. Un effort accru de la part des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies est largement justifié au Burundi.

SECTION II : *EXPOSES PAR SECTEUR*

1.1 (60) ACTIVITES DE SECOURS

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

REFUGIES

A la suite de la tension politique entre le Burundi et le Rwanda la grande majorité des quelques 45.000 réfugiés résidant au Burundi est d'origine rwandaise. En début 1973 plusieurs centaines de nouveaux réfugiés rwandais se sont ajoutés à ceux se trouvant déjà dans le pays. La question du rapatriement et de la réinstallation des réfugiés dans leur pays d'origine a été périodiquement examinée sans cependant avoir abouti à des résultats pratiques. Récemment, l'intégration des réfugiés au Burundi a progressé à la suite des délibérations sur les procédures de naturalisation.

La politique du Gouvernement en matière de réfugiés a été orientée par le souci de permettre à chacun de subvenir à ses propres besoins par la participation à des activités productives. Dans un pays en voie de développement au niveau économique faible, c'est la seule politique pour éviter que les réfugiés ne deviennent une charge nouvelle pour la société. Depuis 1962 la délégation du Haut Commissariat pour les Réfugiés a assisté le Gouvernement dans le tri des réfugiés d'après leur âge, profession ou degré d'éducation en les orientant vers des centres d'accueil ruraux et des établissements d'enseignement. Cependant les crédits disponibles pour des actions à l'intention des réfugiés restent insuffisants. La délégation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés aide également le Gouvernement dans l'octroi d'une aide d'appoint, la réinstallation, le rapatriement volontaire et des mesures de protection légale. Ces activités se sont étendues aux problèmes de l'éducation des réfugiés et de leurs enfants par l'octroi de plusieurs centaines de bourses d'études dans l'enseignement secondaire et supérieur et des bourses de formation et de recyclage professionnels.

SINISTRES

Les événements que le Burundi a connu au cours des mois de mai et juin 1972 ont entraîné de graves répercussions sociales et économiques. Les estimations officielles font état de 120.000 sinistrés dont au moins 50.000 dans la région du sud-ouest du pays.

Le Gouvernement a pris dans la mesure de ces moyens, qui restent néanmoins limités, les dispositions nécessaires pour redresser la situation dans les régions sinistrées. Vu le caractère profondément humanitaire du problème des sinistrés le Gouvernement a fait appel à l'assistance étrangère. Plusieurs pays amis et organisations internationales ont répondu, mais de façon très limitée, à cet appel par la fourniture de quelques médicaments, vêtements, vivres, etc.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Comme il a été dit plus haut, depuis 1962 la Délégation du Haut Commissariat pour les Réfugiés accorde une assistance destinée aux réfugiés résidant au Burundi.

En ce qui concerne les sinistrés, le PNUD et l'Unicef ont consenti un gros effort dans le cadre du budget régulier et ont donné une assistance en matériel et personnel destiné au rétablissement des services de santé de base désorganisés à la suite des événements. Cette assistance est décrite dans le chapitre traitant du secteur santé. L'UNICEF étudie également, dans le cadre de son programme régulier, la possibilité de prendre en charge la lutte contre le typhus, auquel les récents événements ont donné une amplitude considérable, comme partie intégrante et prioritaire d'une campagne d'une durée de trois ans.

Le Secrétaire Général des Nations Unies a lancé des appels à certains Gouvernements des Etats membres et aux organismes non-gouvernementaux pour obtenir les contributions nécessaires pour faire face aux besoins les plus manifestes des populations des régions sinistrées.

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Bien qu'un effort méritoire ait été déployé dans le domaine de la Santé Publique ces dernières années, l'état de santé de la population continue à être influencé par l'existence d'un certain nombre de maladies endémiques (typhus à poux, malaria, tuberculose, schistosomiase etc) et par des conditions d'alimentation et d'hygiène du milieu inadéquates pour un grand nombre d'habitants du pays, en particulier dans les régions sinistrées, à la suite des événements d'avril-mai 1972.

L'infrastructure sanitaire comprend :

- 19 hôpitaux (dont 1 endommagé)
- 1 sanatorium
- 1 léproserie
- 121 dispensaires
- 11 maternités

répartis dans les 11 secteurs médicaux du pays, placés sous la supervision des médecins-inspecteurs de ces secteurs.

Il y a :

1 médecin	pour 55.223 habitants
soit	
0,18 médecin	pour 10.000 habitants
1 assistant médical	pour 80.434 habitants
soit	
0,124 assistant médical	pour 10.000 habitants
1 infirmier(ère) + sage femme	pour 21.637 habitants
soit	
0,462 infirmier(ère) + sage-femme	pour 10.000 habitants
1 infirmier(ère)-aux. + aide-inf.(ère)	pour 11.314 habitants
+ aide-accoucheuse	
soit	
inf.(ère)-aux. + aide-inf.(ère)	
+ aide-accoucheuse	pour 10.000 habitants
1 ingénieur sanitaire	pour 3.700.000 habitants

1 technicien d'assainissement	pour 528.571 habitants
1 technicien aux. d'assainissement	pour 137.037 habitants
soit 0,072 techn. aux. d'assainissement	pour 10.000 habitants
1 lit d'hôpital	pour 1.128 habitants
soit 8,86 lits d'hôpitaux	pour 10.000 habitants
1 lit d'hôpital (+) ou lit dispensaire	pour 816 habitants
soit 12,25 lits d'hôpitaux (+) ou dispensaire	pour 10.000 habitants

Dans le souci de protéger et d'améliorer l'état de santé de la population, les efforts du Gouvernement sont concentrés sur :

1. le renforcement de l'infrastructure sanitaire et le développement des activités curatives et préventives, en insistant sur la santé maternelle et infantile;
2. la formation du personnel à tous les niveaux;
3. la lutte contre les maladies transmissibles;
4. la promotion de la salubrité de l'environnement.

Développement des ressources en personnel sanitaire

L'insuffisance du personnel sanitaire, devenue plus aigüe en 1972 impose comme priorité absolue le développement des ressources en personnel de santé. Une attention particulière sera portée à la formation des assistants sanitaires (techniciens auxiliaires d'assainissement).

Le nombre d'admissions aux écoles des techniciens médicaux de Bujumbura d'infirmières et infirmières auxiliaires de Gitega a sensiblement augmenté pour l'année académique 1972-1973. Le regroupement de toutes ces écoles à Gitega a été décidé.

Les autorités sanitaires accordent la plus grande importance à une meilleure planification, coordination et évaluation des programmes d'enseignement, pour permettre leur amélioration et adaptation au cadre local.

L'enseignement à la Faculté de Médecine de Bujumbura se limite aux études pré-cliniques. Par conséquent, la formation en médecine doit se poursuivre à l'étranger.

Renforcement des services de santé

Pour le moment, la remise en état de fonctionnement des services sanitaires dans les régions sinistrées constitue la principale préoccupation du Gouvernement. Parallèlement à cette oeuvre de reconstruction, ses efforts se poursuivront pour l'organisation d'un réseau d'unités sanitaires fixes capables d'assurer une couverture satisfaisante et de faire face aux besoins primordiaux de la santé de la population. Une attention particulière est accordée à la protection maternelle et infantile, à la lutte contre les maladies transmissibles, à l'hygiène du milieu en général et à l'approvisionnement en eau potable.

La formation théorique et pratique du personnel sanitaire de toutes disciplines devant servir dans les Centres de Santé régionaux et sous-régionaux, pour un développement accéléré des services de santé de base intégrés sera intensifiée.

Les services de laboratoire seront développés pour le diagnostic des maladies transmissibles les plus fréquentes. Le service de transfusion sanguine tâchera de répondre aux besoins des services hospitaliers de la capitale et ensuite de l'intérieur du pays.

Lutte contre les maladies transmissibles

Les autorités sanitaires ont lancé, en 1969, un programme d'éradication de la variole. La couverture de la population, achevée au cours de la campagne de masse, peut-être considérée comme satisfaisante. Une autre campagne de vaccination BGG a été entreprise par le Gouvernement avec l'assistance de l'ATB (Assistance Technique Belge).

Dans un esprit d'intégration des services pour un maximum d'efficacité et d'économie, le Gouvernement a décidé la mise en place d'un projet des services épidémiologique qui a comme objectif : la planification, la coordination et l'évaluation d'un programme de lutte contre toutes les maladies transmissibles y compris la variole, la tuberculose et le typhus exanthématique. Le développement d'un service de statistiques démographiques sanitaires est prévu dans le cadre de ce projet.

Onze équipes de surveillance épidémiologique seront installées: une par secteur médical. Elle appuieront et compléteront les activités de lutte contre les maladies transmissibles entreprises par les unités sanitaires fixes.

Promotion de la salubrité de l'environnement

Le Gouvernement a décidé d'entreprendre des études de préinvestissement qui doivent lui permettre de rechercher les financements nationaux et extérieurs en vue d'assurer les travaux pour une amélioration de la situation sanitaire de la ville de Bujumbura.

Ces études mettront à la disposition du Gouvernement un plan directeur d'assainissement intégré au plan général de développement national et particulièrement au plan général d'urbanisme.

L'exécution des mesures de première urgence pour une amélioration immédiate de l'assainissement de la ville de Bujumbura et la formation pendant le travail, du personnel national d'exécution est prévue dans le cadre du projet.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Un projet relatif à l'évacuation des eaux usées, drainage et élimination des déchets solides de Bujumbura financé par le PNUD a commencé en octobre 1972 et prendra fin en avril 1974. Il comporte un expert et des bourses de formation. La Banque Africaine de Développement assure le financement des activités de sous-traitance.

Depuis fin 1968, le PNUD fournit au Gouvernement un expert en formation en hygiène publique dont le poste se terminera en fin 1973.

En réponse à une requête du Gouvernement pour une aide aux Services de santé publique au Burundi suite aux événements d'avril-mai 1972, le PNUD procède actuellement au recrutement de treize médecins et techniciens médico-sanitaires dont deux se trouvent déjà sur place. Le financement de ce projet sera assuré hors du CIP.

Dans le cadre du programme régulier de l'OMS, le Gouvernement bénéficie de l'aide de trois médecins, une nutritionniste, deux infirmiers/moniteurs et une technicienne de laboratoire. Une autre technicienne de laboratoire et un ingénieur sanitaire sont également inscrits dans le programme régulier.

Pour sa part, le FISE fournit un équipement complémentaire sanitaire et alloue des indemnités journalières pour les stages de formation. Il a également pris en charge une partie de la requête du Gouvernement formulée à la suite des événements dont les médicaments de base, l'achat de véhicules, la réparation des dispensaires endommagés et la fourniture des équipements nécessaires.

Le PAM contribue depuis octobre 1971 à l'amélioration de l'alimentation des malades par la distribution de vivres.

3 (15) EDUCATION

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Le développement économique et social du Burundi est dans une très grande mesure tributaire de l'existence dans le pays de cadres. Une connaissance même superficielle de l'économie, de l'administration et des services sociaux permet de constater qu'au Burundi, peut-être plus que dans les autres pays en voie de développement, les cadres moyens font défaut autant que les cadres supérieurs. Une politique correcte d'éducation est par conséquent le seul moyen pour venir à bout de ce manque de cadres. Ce chapitre se propose d'analyser le système de l'éducation au Burundi et de relever les récentes options gouvernementales en la matière en traçant les grandes lignes du rôle qui incombe à l'assistance étrangère et à celle du PNUD en particulier.

L'enseignement au Burundi dans ses structures actuelles est dans une grande mesure le résultat de ses origines historiques. Dans ses structures, son fonctionnement et sa pédagogie, l'enseignement a été influencé au début par les missionnaires-catéchistes. Ce n'est guère qu'après l'Indépendance que l'enseignement a pu s'émanciper des influences et des modèles étrangers par une législation instituant la réforme. Tributaire d'une assistance technique étrangère importante, l'enseignement n'a pas été en mesure de mener à bien cette réforme, même en créant les conditions préliminaires nécessaires pour absorber, dans le cadre du Deuxième Plan Quinquennal, une nouvelle étape de la réforme.

Tel qu'il existe actuellement, le système d'éducation au Burundi comporte trois degrés d'enseignement : primaire, secondaire et supérieur. Les textes prévoient la coexistence de trois formes d'enseignement : officiel, subventionné et privé.

L'enseignement officiel comporte toutes les écoles primaires, secondaires, normales, etc. de l'Etat. L'enseignement subventionné comprend les établissements scolaires dont l'Etat assure par des subventions environ 80% des frais de fonctionnement; alors que des groupes civiques ou confessionnels fournissent une grande partie des enseignants. Les écoles privées comprennent les séminaires et les établissements scolaires à l'intention des jeunes ressortissants étrangers.

L'articulation des enseignements au Burundi est la suivante : l'enseignement primaire de six ans est suivi d'une 7ème année dite préparatoire, qui a été conçue au départ comme une mesure provisoire pour faciliter l'accès à l'enseignement secondaire.

Ces classes de 7ème préparatoire sont rattachées, soit aux écoles primaires soit aux écoles secondaires. Au terme de la 7ème préparatoire, un examen national conçu comme un concours, oriente les élèves vers les enseignements secondaires généraux (E.S.G.), moyen pédagogique (EMP), normal d'instituteurs (ENI), et techniques de niveau inférieur. A l'issue de deux ou de trois années d'études secondaires, certains enseignements spéciaux sont organisés par des Ministères autres que celui de l'Education Nationale et de la Culture. Il s'agit de la formation d'infirmiers auxiliaires, d'assistants sanitaires, d'infirmiers d'Etat et de techniciens médicaux, dans le cadre du Ministère de la Santé Publique; de techniciens agronomes dans le cadre du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, de techniciens météorologues dans le cadre du Ministère des Communications et de l'Aéronautique, et de techniciens des Travaux Publics dans le cadre du Ministère des Travaux Publics, des Transports et de l'Equipement. Les élèves diplômés de l'enseignement secondaire général et ceux issus de l'enseignement normal (ENI) sont admis dans l'enseignement supérieur qui comporte l'Université Officielle de Bujumbura (U.O.B.), l'Ecole Normale Supérieure et l'Ecole Nationale d'Administration. Quant à l'enseignement technique de niveau inférieur, il débouche sur un cycle supérieur d'enseignement technique de niveau pré-universitaire.

D'autre part, l'enseignement au Burundi est caractérisé par un taux de déperdition très important qui résulte de l'application d'une politique d'élimination rigoureuse. Les conséquences du faible rendement des enseignements dispensés à tous les niveaux sont aggravées par le fait que les élèves abandonnant leurs études ou éliminés n'ont pas été préparés pour la vie active et ne peuvent que se joindre aux nombreux éléments déracinés. Aucun établissement scolaire n'est prévu dans le système d'éducation actuel pour récupérer ces élèves en les formant aux tâches d'importance économique ou sociale.

Du fait de son faible rendement, l'enseignement au Burundi à tous les niveaux revient très cher. C'est sans doute dans l'enseignement primaire que doivent se réaliser les plus importantes économies. Celles-ci pourraient être réinvesties dans l'enseignement secondaire, goulot d'étranglement entre les deux ordres d'enseignement. En l'état actuel de la comptabilité, il est impossible de calculer avec précision les coûts unitaires, mais ils apparaissent comme excessifs. La raison principale s'en trouve dans l'élimination massive d'élèves. Ainsi, sur 48.100 admis en première année du primaire, 14.583 seulement parviennent en 6ème année. Cependant l'effectif total de l'enseignement primaire est de 166.519 élèves. En d'autres termes,

La formation d'un seul élève se trouvant en 6e nécessite 11,42 années d'études au lieu des cinq permettant normalement d'accéder en 6e. Tout se passe comme si chaque élève se trouvant en 6e avait fait 2,3 années au lieu d'une. Exprimé d'une autre façon, le rendement de l'enseignement primaire - rapport des élèves en 6e divisé par le nombre des élèves se trouvant en 1re - est égal à 30 %, taux qu'on retrouve en fait dans de nombreux pays en voie de développement.

Malheureusement, même ce faible rendement est compromis du fait de "l'analphabétisme de retour" des élèves qui ont eu 5 ans ou moins de scolarité primaire, surtout à défaut d'une structure d'éducation permanente - notamment d'une presse rurale - capable d'assurer "l'entretien" de la connaissance de la lecture et de l'écriture. Par rapport à la cohorte 1965-1966, 93.604 élèves redeviennent analphabètes à plus ou moins brève échéance représentant 56,02% des effectifs de la cohorte.

Bien que sensiblement moins importantes, les déperditions dans l'enseignement secondaire sont assez élevées, d'où des coûts unitaires excessifs et un rendement intérieur faible. En outre sur le plan qualitatif, cet enseignement, doté d'options sans aucun rapport avec les tâches du développement de l'économie nationale - telle celle des lettres classiques - présente une diversification seulement apparente. Quant à l'enseignement normal dans ses deux filières - Enseignement Normal d'Instituteurs et Enseignement Moyen Pédagogique - alors que les taux de déperdition y sont sensiblement les mêmes que pour l'enseignement secondaire général, son rendement est réduit, surtout en ce qui concerne la filière ENI. Plus de 50% des instituteurs D7 formés sont admis dans l'enseignement supérieur, privant chroniquement l'enseignement primaire de ses maîtres les plus valables.

Quant à l'enseignement technique, ses effectifs sont très faibles - de l'ordre de 350 élèves pour l'année scolaire 1970-1971 - pour le cycle inférieur (A3) et de l'ordre de 100 pour le cycle supérieur (A2).

Enfin, l'enseignement supérieur est caractérisé par un taux de déperdition variable selon les Etablissements. Si à titre d'exemple le taux de déperdition pour la Faculté de Sciences de l'Université Officielle de Bujumbura, calculé sur la base de la formation complète de licenciés, dispensée en partie à l'étranger, est supérieur à 80%, par contre pour l'E.N.S. dans les sections correspondantes, il est de l'ordre de 33%. Des écarts comparables existent aussi entre l'ENS et l'UOB dans les autres sections.

Dans le remaniement du document du projet de l'Ecole Normale Supérieure - deuxième phase - le Gouvernement a demandé la suppression des postes concernant la Planification de l'Education mais a par contre demandé la création d'un poste d'Orientation Scolaire nécessaire pour la mise en oeuvre de la réforme de l'éducation.

L'UNICEF a signé un plan d'opérations prévoyant la fourniture de véhicules et de matériel didactique destinés principalement à la ruralisation de l'enseignement primaire, et le financement de plusieurs stages de recyclage à l'intention du personnel enseignant. Ce plan d'opérations sera prochainement élargi.

Enfin le PAM accorde, entre autres, une assistance en vivres aux internes des écoles secondaires. L'accord entre le Gouvernement et le PAM, prévu pour 5 ans à partir de 1970, doit permettre au Gouvernement de réaliser une économie de 16% sur la nourriture des internes. Outre une amélioration sensible des rations des élèves, cette contribution permet l'aménagement des jardins scolaires et autres activités destinées à promouvoir l'auto-financement de l'enseignement primaire.

Au cours des années à venir, l'assistance du PNUD/UNESCO devrait se restructurer et se diversifier. Ceci sera rendu possible par la relève en 1976 par les professeurs nationaux des experts internationaux et aura l'avantage de permettre, si elle est compatible avec les options du prochain programme par pays, l'orientation de cette aide vers des domaines relativement négligés tels que la culture, les communications, etc.

II. OBJECTIFS

Les responsables nationaux ont pris l'initiative d'étudier les possibilités de mise en oeuvre d'une profonde réforme de l'éducation parallèlement à une amélioration des structures du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture, basée sur une analyse rigoureuse de fonctions. Les options consistent en la ruralisation et la kirundisation de l'enseignement primaire, la diversification de l'enseignement secondaire et la réorganisation de l'enseignement supérieur.

La mise en oeuvre de la ruralisation de l'enseignement primaire repose sur la reconnaissance du fait que 90% de la population du pays est active dans l'agriculture. Pour cette raison, l'enseignement primaire doit être obligatoirement orienté vers les besoins, les aspirations et les possibilités de cette population rurale. La ruralisation de l'enseignement primaire

comporte l'introduction du Kirundi comme langue d'enseignement pour le cycle complet, l'étude du Français comme langue étrangère seulement dans les deux dernières années de ce cycle, et l'introduction de l'étude du milieu comme véhicule pour la propagation des connaissances et des valeurs propres au milieu rural. Les nouveaux programmes et les nouvelles méthodes sont destinés à développer la personnalité de l'enfant, et son aptitude à l'auto-apprentissage et à l'action coopérative.

L'école primaire ruralisée est appelée à être un "noyau communautaire" qui doit servir de pôle de développement de la collectivité à laquelle elle appartient. Pour aboutir à ce résultat l'on devra procéder à la formation d'un nouveau type de maître - et au recyclage dans la même optique des maîtres en service - afin de rendre les instituteurs et institutrices capables à la fois de dispenser l'enseignement rénové et d'animer les collectivités rurales. L'une des retombées de cette action sera sans nul doute la prise en charge graduelle de l'enseignement primaire par les collectivités rurales au moyen de contributions en espèces, en nature et en journées de travail, aboutissant pratiquement à un auto-financement partiel de l'enseignement primaire.

Quant à l'enseignement secondaire, un premier aspect de la réforme consiste à supprimer les "7ème préparatoires" rattachées aux écoles primaires et à incorporer les autres dans un tronc commun de trois ans du secondaire. A l'issue du tronc commun, une diversification est introduite, basée sur les besoins de l'économie nationale et de l'administration. Cette diversification s'opérera après un palier d'orientation et elle comprendra les six options suivantes d'enseignement : secondaire général pédagogique, secondaire général scientifique, secondaire général littéraire, secondaire technique, secondaire agricole et enseignement secondaire de santé publique.

Cet enseignement secondaire diversifié est dispensé en quatre années comportant deux cycles de deux ans chacun à l'issue desquels les élèves subiront des tests et des examens permettant leur orientation. Parallèlement à ces mesures les examens de fin d'année n'auront plus de valeur éliminatoire et permettront de ce fait un rendement plus élevé à chaque niveau d'orientation. L'un des résultats de l'introduction de cette politique est une formation plus efficace pour la vie active sans qu'il soit nécessaire de faire appel à des "cycles de récupération", puisque les élèves réorientés à chaque niveau auront été formés pour participer à une activité professionnelle spécifique. D'autre part, la substitution de la politique d'orientation à la pratique d'élimination, permettra au Gouvernement la mise en oeuvre d'une politique de planification de la main d'oeuvre.

III. APPORTS INTERNES ET AIDES EXTERIEURES

Le secteur éducation bénéficie de l'aide extérieure la plus importante, qui consiste surtout en personnel enseignant. La Belgique fournit environ 80 professeurs d'enseignement secondaire, la France et le Canada fournissent également des professeurs et des instructeurs. Quant à l'enseignement supérieur, la Belgique a pris en charge les Facultés de Sciences et de Droit auxquelles elle accorde une subvention et environ 14 professeurs d'enseignement supérieur. Elle a détaché également 4 professeurs belges à l'E.N.S. La France a pris en charge la Faculté de médecine y compris 7 professeurs. Elle a aussi envoyé un contingent de 13 professeurs à l'E.N.S. L'Union Soviétique maintient 2 professeurs de Sciences Exactes à l'Université et 4 professeurs à l'E.N.S. Enfin la Suisse accorde une assistance à la Faculté des Sciences économiques et sociales en ressources humaines et matérielles.

De nombreux pays et organisations internationales accordent les bourses de formation et de perfectionnement aux ressortissants burundais pour la poursuite de leurs études à l'étranger. Parmi les plus importants donateurs figurent la Belgique, la France, l'URSS, le FED et le PNUD/UNESCO.

Les autres apports consistent en contributions appréciables de l'OXFAM écoulées par le truchement de missions religieuses, la fourniture de manuels et de matériel didactique par le service culturel de l'Ambassade de France, l'impression de manuels en Kirundi subventionnée par la République Fédérale Allemande et la participation du PAM et de l'UNICEF dans le cadre de divers projets, surtout dans le domaine de l'enseignement rural.

IV. INTERVENTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

L'assistance du Programme des Nations Unies pour le Développement mise en oeuvre par l'UNESCO comme Agence d'Exécution a été orientée au cours des dernières années vers les domaines suivants : E.N.S., dont la première phase d'une durée de cinq ans a commencé en 1966 - 10 experts; enseignement primaire en milieu rural - un expert; éducation féminine - un expert; planification et administration de l'éducation - un expert; orientation scolaire - un expert.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la seconde phase de l'E.N.S. approuvée le 1er janvier 1972, le Gouvernement a demandé le regroupement de toute l'assistance du PNUD, dont l'UNESCO est l'Agence d'Exécution, dans le cadre d'un projet unique - Institut Pédagogique National. Ce dernier intégré à l'U.B. en tant qu'Institut universitaire autonome comporte : une Section Normale chargée de la ruralisation de l'enseignement primaire et la formation et le recyclage des maîtres de primaire, une Section Normale Supérieure qui formera désormais des professeurs pour les différents niveaux de l'enseignement secondaire; un Centre de Recherches et de Documentation Pédagogique et autres organismes.

Enfin, l'enseignement supérieur doit être réorganisé par l'intégration des trois établissements d'enseignement supérieur existants dans le cadre de l'Université du Burundi. Les structures de l'Université du Burundi seront établies en fonction des besoins et des possibilités offerts par l'économie nationale et comporteront la création de plusieurs instituts universitaires bénéficiant d'une large autonomie et qui consacreront une rupture avec l'Université traditionnelle. Cette structure est destinée, en évitant les doubles emplois, à promouvoir une meilleure utilisation de tous les apports mis à la disposition de l'enseignement supérieur. Elle permettra également au gouvernement, à plus ou moins brève échéance, de disposer, par une planification de la formation, de cadres supérieurs dont le développement socio-économique du pays est tributaire.

4 (20) POLITIQUES ET PLANIFICATION ECONOMIQUES ET SOCIALES GENERALES

PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Comme déjà indiqué dans la première section, l'organisation des mécanismes nécessaires à l'exécution du nouveau plan quinquennal 1973-1977 sera sensiblement la même que pour le précédent plan. Cependant elle exigera un renforcement du système déjà existant et une meilleure coordination entre les Ministères chargés des diverses tâches de développement afin d'éviter le plus grand nombre possible d'écueils. Le Gouvernement disposant de peu de personnel national qualifié et expérimenté, reçoit une aide des assistances bilatérales belge, française, allemande, de la coopération technique du FED et du PNUD.

L'élaboration du deuxième plan quinquennal a subi un certain retard et sa publication est en principe prévue pour le mois de juin 1973. De ce fait les objectifs et priorités du Gouvernement ne sont pas encore officiellement connus mais il a été annoncé qu'ils suivront les grandes lignes de ceux du premier plan. Les travaux d'exécution du plan 1968-1972 ont fait l'objet d'une étude pour déterminer le degré de réalisation des objectifs et permettre l'intégration dans le deuxième plan de projets non achevés à la fin de la première période quinquennale.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Le Gouvernement bénéficie de l'aide, à temps partiel, d'experts du Système des Nations Unies en poste au Burundi plus particulièrement affectés à certains secteurs ou sous-secteurs du plan. Les Nations Unies ont proposé au Gouvernement du Burundi, de mettre à sa disposition, pour une durée minimum de six mois, un jeune économiste planificateur provenant du cadre de jeunes économistes appelés à servir dans les pays les moins développés.

SERVICES DE STATISTIQUES

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Le Département des Statistiques dépend de la Direction Générale du Plan. Le développement de ses activités comporte :

- la publication d'un annuaire statistique et d'un bulletin statistique bimensuel ;
- les relevés de prix et calculs d'indices à la consommation ;
- les relevés de prix de gros de matériaux de construction ;
- la réalisation d'enquêtes particulières ;
- des études de comptabilité économique .

Les activités du Département des Statistiques, dont les tâches sont définies ci-dessus, sont destinées à fournir une base statistique au Gouvernement sur laquelle il puisse s'appuyer pour mieux diriger l'élaboration et l'exécution du Plan Quinquennal. Le Département dispose d'un personnel national suffisant notamment pour les enquêtes mais il y a un manque de cadres qualifiés. L'aide bilatérale française lui accorde les services de deux techniciens. Certaines missions particulières, plan comptable et enquêtes agricoles, ont été financées par la France.

Par ailleurs, le dépouillement de l'enquête démographique et du budget de consommation est effectué à Paris. Quand le Centre d'Informatique sera mis sur pied, des crédits seront nécessaires pour faire effectuer le dépouillement des enquêtes suivant des plans pré-établis à l'extérieur permettant au Département des Statistiques de se passer de programmeur et d'analyste dans ces domaines.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Des bourses pour les cours du Centre de Formation Statistique de Yaoundé (OIT) restent à la disposition du Gouvernement.

PLANIFICATION AGRICOLE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Lors du Premier Plan Quinquennal, les actions recommandées étaient souvent limitées à leurs lignes directrices laissant le soin à des études ultérieures d'en préciser le détail et de chiffrer les dépenses nécessaires. Les aides extérieures soumettent une série importante de dossiers à l'approbation des Services gouvernementaux qui, de leur côté, en élaborent d'autres. Il a donc été nécessaire de créer, en 1970, au sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, un Département Central Technique de la Planification Agricole. Ce département jouit d'une position centrale d'information et de traitement des questions essentielles posées au Ministère et à ses Services. Son personnel est toutefois insuffisant.

Pour le Second Plan, les problèmes agricoles sont d'abord examinés et traités par un groupe de travail constitué de fonctionnaires locaux et de conseillers étrangers - FAO, Assistances Allemande, Belge, Française. Leurs conclusions sont examinées au niveau des Directions Générales du Plan et de l'Agriculture avant d'être soumises à la Commission Nationale de Planification qui prend les options définitives.

II. OBJECTIFS

Le but poursuivi est de permettre au Département Central Technique de la Planification Agricole de travailler, en véritable bureau d'études, avec l'appui des techniciens des Directions spécialisées.

C'est pourquoi le renforcement en personnel de ce Département est un des soucis constants du Ministère.

III. AIDES EXTERIEURES ET APPORTS INTERNES

Outre l'assistance sporadique d'experts de la Direction Générale du Plan, le Département Central Technique de la Planification Agricole n'a reçu que celle des Nations Unies. En effet, comme les seules actions valables de vulgarisation sont menées dans le cadre de projets étudiés et supervisés par cette Direction, la FAO, depuis décembre 1970, a détaché un expert en vulgarisation agricole. Le poste est reconduit jusqu'en fin février 1975.

Le budget du Département est inclus dans le budget ordinaire de la Direction générale du Ministère de l'Agriculture.

ADMINISTRATION PUBLIQUE ET GESTION FINANCIERE

La nécessité de disposer d'un appareil administratif bien organisé et efficace n'échappe pas au gouvernement. En effet, il est d'importance primordiale pour gérer les finances publiques et assurer le développement économique et social du Pays que l'administration soit en mesure de bien accomplir les diverses tâches qui lui incombent. Les problèmes auxquels doit faire face le Burundi sont les mêmes que ceux de la plupart des pays en voie de développement: pénurie, manque de formation et qualification des cadres administratifs, difficultés financières et de gestion de certains organismes de l'Etat.

BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

La Banque de la République du Burundi est un établissement public né en 1964, de la scission de la BERB - Banque d'Emission du Rwanda-Burundi - en deux institutions distinctes couvrant, l'une le Rwanda, l'autre le Burundi. La BRB a le privilège de l'émission des billets et de la frappe des pièces métalliques. Elle assure en outre :

- les fonctions de Caissier et de Banquier de l'Etat ;
- l'exercice du contrôle des changes, des banques et du crédit ;
- la gestion des réserves de change de la République.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

L'assistance fournie par le Fonds Monétaire International à la Banque de la République, a pour but de pallier l'insuffisance provisoire du nombre des techniciens nationaux formés aux problèmes monétaires.

Les deux agents fournis par le Fonds Monétaire International ont des fonctions opérationnelles; l'un agit en qualité de Directeur Général, l'autre en tant que chef du Service des Etudes de la Banque. Leur rôle est :

- de permettre aux institutions bancaires et monétaires de fonctionner en l'absence de nationaux aptes à tenir ces rôles ;
- de former des nationaux qui occuperont ultérieurement ces postes.

BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

La Banque Nationale de Développement Economique est une société mixte fondée en mars 1967 au capital de Fr.Bu.60 millions, porté actuellement à 120 millions.

Les objectifs de cette Banque sont de concourir au développement économique du Burundi dans chacun des secteurs suivants : agriculture, élevage, industrie, habitat.

La Banque consent des prêts à des particuliers, à des Sociétés, ou à des groupements coopératifs. Néanmoins les possibilités de développement sont limitées dans chacun des secteurs, en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat de la population et de l'absence de promoteurs.

Pour mener à bien ses interventions, la B.N.D.E. dispose de son capital de 120 millions de Fr.Bu. et d'un emprunt extérieur de Fr.Bu. 20 millions. Elle négocie actuellement avec la B.R.B. un emprunt de Frs.100 millions pour le financement de la construction de maisons pour les fonctionnaires du Gouvernement. Le montant des crédits accordés par la B.N.D.E. depuis son origine s'élève à 1.426 millions de Fr.Bu.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

Le PNUD a fourni trois experts et une mission de consultant au projet de la Banque Nationale de Développement Economique qui a commencé fin 1970. Une deuxième phase est prévue à partir d'août 1973.

ADMINISTRATION PUBLIQUE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Après 10 ans d'indépendance, l'administration du Burundi présente les problèmes suivants : effectif excessif du secteur public, faible productivité, moyenne d'âge peu élevée, formation insuffisante, structuration inadéquate des services.

Le budget ordinaire de l'Etat représente 13% du PIB global et le tiers du PIB monétarisé, ce qui représente une lourde charge pour l'économie du pays.

L'orientation politique du Burundi suit une ligne libérale, accueillante aux intérêts étrangers. Même si cette orientation était modifiée, elle ne provoquerait pas de changement immédiat dans l'emploi du secteur productif moderne étant donné le nombre restreint de cadres et de techniciens nationaux. L'activité actuelle du secteur public dans ce domaine se limite à la distribution d'eau, d'énergie, et aux exportations de cultures industrielles.

Les problèmes qui se posent, quoique intimement liés, peuvent recevoir, au moins partiellement, des solutions diversifiées :

- formation avant l'emploi;
- perfectionnement en cours d'emploi;
- amélioration des méthodes de travail.

Il importe que l'Administration puisse doter ses futurs cadres d'une formation préalable et ne recrute plus des agents sans qualification adéquate. Une telle mesure améliorera progressivement l'administration du pays - centrale et locale - et des entreprises publiques et privées. Il est donc indispensable de créer un processus permanent de perfectionnement au bénéfice du plus grand nombre de fonctionnaires, et d'améliorer les méthodes de travail.

Il a été créé en 1966 une Ecole Nationale d'Administration pour répondre aux besoins du Gouvernement dans le domaine de la formation administrative du personnel et des recherches et enquêtes administratives. Le S.C.O.G., Service Central d'Organisation et de Gestion, du Ministère de la Fonction Publique, qui bénéficie de l'aide de la Coopération Technique Française, a pour mission de contribuer à l'amélioration des services publics par des études et consultations.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

Depuis 1966, le PNUD a soutenu le développement de l'Ecole Nationale d'Administration en y affectant une importante équipe d'experts. Depuis le 1er juillet 1972 le projet est devenu Projet d'Administration Publique. Il y a sept postes d'experts. La deuxième phase, actuellement en cours, se terminera en juin 1976.

DOUANES

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

La douane assure chaque année 55% des recettes du Budget Ordinaire. Ces recettes douanières sont en constante progression depuis l'année 1969 et les chiffres enregistrés sont les suivants :

	1969	1970	1971	1972
	en milliers de francs burundi			
Droits d'importation	416.629	483.425	601.539	538.017
Droits d'exportation	100.558	343.947	272.444	401.801
Taxe de consommation	291.408	320.890	367.510	402.941
Taxe d'entreposage	4.479	1.978	2.492	8.617
Taxe de statistique	45.323	50.979	66.053	66.313
Divers	2.795	3.411	3.988	4.165
	861.192	1.204.630	1.314.026	1.421.854

Il convient de remarquer que cette croissance soutenue n'a pas sa source dans une augmentation des taux des droits d'importation : ceux-ci n'ont pas varié depuis la fin de 1968. Quant aux droits de sortie qui frappent le café, ils sont chaque année étroitement liés à la conjoncture mondiale et fluctuent en même temps que les cours de l'arabica. Les droits de sortie sur le coton ont été abaissés en juillet 1969, et ceux qui frappent le thé, les peaux et les minerais n'ont pas varié depuis plus de cinq ans.

Le rôle de la douane est à la fois fiscal et économique. La politique douanière du Burundi n'est pas isolationniste. En effet, le Burundi collabore activement avec les organismes internationaux spécialisés.

Pour faire face à ces différentes exigences et pour assurer la bonne exécution d'un service complexe, il est indispensable de disposer d'un personnel compétent. Aussi, l'objectif principal dans ce domaine est d'assurer une formation professionnelle. Ce souci s'est concrétisé en 1971 par la création de l'Ecole des Douanes qui dispense un enseignement théorique et pratique étalé sur les deux ans complétés par un stage pratique. Les cours sont assurés par le Conseiller des Nations Unies en matière douanière, par des professeurs du projet d'Administration Publique et par des experts de l'Assistance Technique Belge. La rémunération d'auxiliaires et l'acquisition d'équipement sont souhaitables.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

Le PNUD accorde une aide depuis fin 1967 en services d'un conseiller en matière douanière, bourses et ouvrages techniques. La fin du projet est prévu en fin 1974.

TOPOGRAPHIE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

La stratégie du Gouvernement formulée dans le premier plan de développement 1968-1972 insiste particulièrement dans le sens d'une amélioration quantitative et qualitative du personnel d'encadrement. En effet, la plupart des projets de développement souffrent de longs retards dus souvent au manque d'éléments topographiques. Il s'agit principalement des projets d'Agriculture, de Travaux publics, de Recherches minières etc..

Le Gouvernement a fixé comme objectif de doubler l'effectif actuel de l'Ecole de Topographie qui s'élève maintenant à 21 étudiants.

A cet effet il y aura lieu :

- d'augmenter le nombre des enseignants ;
- d'augmenter le matériel topographique d'enseignement et d'arpentage.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

La contribution du PNUD, accordée depuis septembre 1968, consiste en un instructeur géomètre-topographe et en matériel topographique - didactique. Il est prévu que le projet continuera jusqu'en fin 1975.

COMPTABILITE DE L'ETAT - CENTRE D'INFORMATIQUE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Depuis 1962 la plupart des opérations comptables du Gouvernement : contrôle du budget, recensement, facturation, paiement des traitements et salaires, traitements des données statistiques, étaient effectuées par les soins de la Société IBM dont une succursale est implantée à Bujumbura. En 1971 cette société a informé le Gouvernement qu'elle fermerait ses bureaux début 1973. Cette décision a mis le Gouvernement devant l'alternative suivante : acheter l'équipement laissé par l'IBM ou le cas échéant le remplacer par du matériel plus moderne, ou reprendre l'ancien système de comptabilité sans ordinateur.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Pour résoudre les divers problèmes soulevés par le départ de l'IBM, le Gouvernement a décidé de financer l'achat d'un nouvel ordinateur Système 3 et de reprendre sous-contrat le personnel local déjà en poste. Il a demandé une assistance du PNUD, pour deux ans, pour un expert OPAS, afin de l'aider dans l'organisation et la gestion d'un Centre d'Informatique capable de répondre aux besoins immédiats et futurs des services publics et semi-publics. Des bourses destinées à la formation d'une équipe "d'informaticiens" nationaux ont également été demandées. Cette demande est en voie d'approbation. Le Gouvernement a également sollicité l'aide de la Coopération Technique Française pour un analyste/programmeur.

Le Gouvernement a fait appel aux services du Conseiller Interrégional des Nations Unies en matière d'Informatique pour le conseiller sur les problèmes créés par la fermeture des bureaux de l'IBM et formuler des recommandations pour la prise en charge des services assurés jusqu'alors par cette Société. Ce conseiller s'est rendu plusieurs fois au Burundi et a soumis son rapport final au Gouvernement. Une nouvelle mission d'un mois pour aider à cette prise en charge est prévue au mois d'avril 1973.

4.1 (70) SECURITE SOCIALE ET AUTRES SERVICES SOCIAUX

SECURITE SOCIALE

I. DONNEES ET REALISATIONS

Le Service social pour tous les travailleurs salariés et agents de l'Etat sans garantie statutaire - sans distinction de nationalité - est représenté au Burundi par l'Institut National de Sécurité Sociale. Cet établissement public, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, a été institué le 1er juillet 1972 par la loi du 20 juillet 1962 - modifiée par le décret-loi du 5 avril 1972. Il est placé sous la garantie de l'Etat. Environ 30.000 travailleurs sont inscrits à l'I.N.S.S.

Les ressources de l'I.N.S.S. sont constituées par les cotisations perçues - représentant 7,5% des rémunérations plafonnées à 10.000 francs par mois et par assujetti - ainsi que par les revenus de placement. L'organisme étant de création assez récente, l'excédent des recettes sur les dépenses est relativement important - 26.180.479 Frs Bu pour 1971, par rapport à des rentrées globales de 66.818.613 Frs.Bu. En matière de placement, l'I.N.S.S. a, d'une part, consenti périodiquement des prêts à l'Etat ou souscrit des parts de la BNDE - 5 millions - et, d'autre part, contribué à la réalisation de la politique de logement en construisant 50 villas de valeur locative moyenne. Un immeuble administratif, qui pourra abriter l'Institut et d'autres services, est en cours de construction. Enfin, un prêt de 20 millions vient d'être accordé au Gouvernement pour l'achat de l'équipement destiné au Centre National d'Informatique récemment créé. Le personnel national est au nombre de 83. L'I.N.S.S. bénéficie de l'aide d'un Conseiller étranger.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

Dans le cadre d'un projet régional financé par le PNUD, l'Organisation Internationale du Travail serait susceptible de mettre à la disposition du Gouvernement les services de conseillers régionaux dont les connaissances techniques couvrent la plupart des disciplines intéressant la sécurité sociale. D'autre part, ce projet prévoit, à partir de 1974, la formation ou le perfectionnement de cadres nationaux à Dakar.

SERVICES GOUVERNEMENTAUX DE PROTECTION SOCIALE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

L'aide aux nécessiteux et les différentes oeuvres de bienfaisance sont regroupées, sur le plan officiel, dans deux départements :

- le Département de l'Assistance Sociale, dans le cadre du Ministère des Affaires Sociales ;
- le Département chargé des Affaires Sociales, dans le cadre du Ministère délégué à la Présidence.

Etant donné la faible scolarisation des jeunes filles et des femmes au Burundi, un Département a été créé en vue d'assurer l'éducation extra-scolaire des femmes : le Département de la Promotion Féminine, dépendant du Ministère des Affaires Sociales.

Le Département du Fonds d'Assistance Sociale créé en 1966 sur un Fonds existant depuis 1962, a pour but d'apporter secours aux nécessiteux et à la jeunesse abandonnée. Les ressources de ce Département proviennent uniquement du Budget National et sont utilisées aux fins suivantes :

- aide aux handicapés physiques par l'organisation d'un centre d'accueil et d'un atelier avec cours d'alphabétisation, menuiserie et couture ;
- aide aux indigents, sous des formes diverses ;
- aide aux orphelins par la création d'un orphelinat dépendant du Gouvernement et par l'assistance aux oeuvres privées ayant le même objectif.

Les ressources disponibles étant très limitées, l'aide apportée aux nécessiteux ne répond qu'en très petite partie aux besoins réels de la population. Des projets sont en cours en vue de créer des ateliers protégés, de réinstaller certains handicapés physiques dans leur village d'origine et de créer un centre rural pour certains indigents. La réalisation de ces initiatives requiert toutefois un financement important qui dépasse les possibilités actuelles du pays. L'apport d'assistances étrangères serait souhaitable.

Le Département chargé des Affaires Sociales intégré depuis 1971 au Cabinet du Ministre délégué à la Présidence, a pour but de coordonner les services sociaux existants, à la fois publics et privés. Ses attributions sont :

- l'étude des besoins sociaux et la recherche des moyens pour y répondre
- l'élaboration de projets dont la réalisation est confiée à d'autres départements
- la réunion d'informations sur les services économiques et sociaux existants .

Ses activités ont été orientées comme suit :

- Etude de projets dont la réalisation est confiée à l'UFB - ex Centre Social et Culturel de Rohéro - au Ministère des Affaires Sociales - ex coopérative de couture.
- Inventaire de toutes les oeuvres sociales du pays.
- Visite à des oeuvres privées, aide pour la demande de subsides et la formulation de projets.
- conseils au Fonds d'Assistance Sociale dans le cas de demandes de subsides.

Etant essentiellement un service de coordination, le Département chargé des Affaires Sociales est appelé à :

- étudier les projets qui pourront trouver un champ d'application dans d'autres départements ;
- suivre et assister les services créés.

Le Département de La Promotion Féminine a pour objectif l'éducation des femmes et l'amélioration des conditions de vie de la famille.

Les premiers foyers sociaux datent de 1945 et leur structuration dans un Département de 1967.

Les moyens d'action sont constitués par les Centres d'animation, Foyers Sociaux - 72, Emissions radio pour l'éducation extra-scolaire des Femmes, Ateliers Sociaux d'artisanat local et de couture.

Le personnel social comprend 238 unités dont la formation est assurée par l'Ecole Sociale de Gitega ou par le Centre de Coopération au Développement.

Depuis la création du Département de la Promotion Féminine en 1967 des efforts considérables furent déployés en vue de mieux structurer les Foyers sociaux et de préciser davantage les programmes. Toutefois, étant donné la faiblesse des ressources disponibles, le niveau très bas de formation des cadres de base et l'instabilité des cadres de direction depuis deux ans, le rayonnement des Foyers sociaux est très limité. Pour faire face à ces difficultés il faudrait :

- promouvoir une politique sociale en faveur de la famille ;
- développer les centres d'animation au niveau des collines ;
- assurer un encadrement valable en améliorant la formation du personnel ;
- fournir les appuis logistiques nécessaires - moyens de transport, matériel didactique, etc.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Les Nations Unies, et particulièrement l'UNICEF et le Fonds de Populations des Nations Unies, avaient été sollicitées dans le passé pour contribuer à la formation du personnel et améliorer ainsi le fonctionnement des foyers sociaux. Malheureusement les projets n'ont pas abouti à des résultats satisfaisants.

SERVICES PRIVES DE PROTECTION SOCIALE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Le Burundi a sa part d'handicapés physiques quêtant l'aumône pour leur permettre de subsister.

L'Institut St Kizito, créé en 1965, héberge actuellement 54 enfants entre 6 et 16 ans et leur dispense un enseignement du cycle primaire ainsi qu'une rééducation physique. Les plus âgés reçoivent une formation professionnelle leur permettant de se reclasser dans la société et de gagner leur vie en quittant l'Institut.

Cet Institut reçoit l'aide financière d'organismes laïcs et bienfaiteurs nationaux et étrangers. Cependant cette assistance ne suffit pas à couvrir tous les besoins. En effet, il manque encore la possibilité de multiplier le choix des métiers offerts aux enfants et d'accueillir plus grand nombre d'entre eux. Enfin, la création d'un hôpital pour chirurgie osseuse qui puisse prendre à sa charge les soins médicaux de rééducation physique de ces pensionnaires serait souhaitable.

Le Centre de rééducation physique pour amputés et autres handicapés physiques de Kiganda fut ouvert en 1965. Il fabrique sur place des appareils de prothèse élémentaires et procède à la rééducation des handicapés.

Ce centre bénéficie de l'assistance d'associations volontaires mais celle-ci ne lui permet pas d'étendre ses activités pour toucher une plus grande partie de la population ayant besoin de son aide.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

A la demande du Gouvernement, des bourses pourraient être accordées pour la formation en matière de réhabilitation des handicapés physiques ainsi que les services de conseillers interrégionaux.

HABITATION, CONSTRUCTION ET PLANIFICATION PHYSIQUE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Les objectifs définis dans le Premier Plan Quinquennal n'ont été que partiellement atteints, mais néanmoins de nouvelles options ont été prises en fonction du Plan Directeur d'Urbanisation de Bujumbura, établi au cours de l'année 1972. Pour les options à long terme, l'ouverture de la ville sur le lac, ainsi que la création d'un ensemble administratif à l'échelle de la capitale, sont en voie de réalisation. L'exécution du périphérique est en cours. Quant à la canalisation de la rivière Ntakangwa, la Banque Africaine de Développement étudie son financement dans le cadre du Projet Général d'Assainissement de Bujumbura.

Des recherches pour résoudre le problème de l'habitat urbain et rural, sont en cours par les services du Ministère des Travaux Publics, des Transports et de l'Equipement, en collaboration avec la Banque Nationale de Développement Economique.

II. OBJECTIFS

Le Gouvernement, dans le cadre des activités confiées au Ministère des Travaux Publics, des Transports et de l'Equipement envisage la transformation de l'actuel Atelier d'Urbanisme. Cette cellule travaillera en étroite collaboration avec les autres Ministères et Institutions concernés par la programmation et la conception des activités. Les objectifs du Deuxième Plan portent notamment sur les points suivants :

- assainissement de la ville et aménagement des quartiers populeux ;
- création de deux unités industrielles : production de chaux et de matériaux de terre cuite ;
- création de deux nouveaux quartiers à Bujumbura pouvant recevoir entre 2500 et 3000 familles ;
- octroi de crédits par la BNDE aux communes, coopératives, entreprises et artisans pour l'achat d'outillages, et la fabrication de matériaux de construction ou d'éléments de construction industrialisée ;
- construction d'un immeuble administratif ;
- instauration d'un service d'autobus urbain ;
- programme de formation avec accent sur la pratique plutôt que sur le théorique.

Pour réaliser ces objectifs, le Gouvernement compte bénéficier d'une importante aide financière étrangère ainsi que de la collaboration de personnel expatrié. Le Gouvernement manque de techniciens nationaux qualifiés capables de prendre la relève, et le budget étroit alloué au Ministère concerné ne lui permet pas de réaliser tous les programmes de développement prévus. La Coopération Technique Française a mis à la disposition du Gouvernement les services de deux coopérants, pour deux ans.

III. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Un expert en urbanisme et habitat, dont le poste était financé par le programme régulier des Nations Unies, a été fourni au Gouvernement pour une période de un an. Il a été remplacé en début de l'année 1972 par un expert architecte, dont le poste est financé par le PNUD. Le Gouvernement a demandé la prolongation de cette assistance du PNUD jusqu'en 1975 et cette requête est en cours d'approbation.

4.2 (10) CULTURE ET SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Bien que nées des vastes migrations des populations au cours desquelles des tribus pastorales nilotiques ont déplacé des tribus d'agriculteurs d'origine bantoue, la culture et la langue qui se sont ultérieurement développées dans la région interlacustre en général et sur le territoire de l'actuelle République du Burundi sont remarquablement uniformes et homogènes. Ceci est un avantage incontestable pour le développement de la société burundaise basée sur la sauvegarde et le développement du patrimoine culturel national. Cette action de développement est un facteur essentiel dans la création d'une conscience nationale qui est l'une des conditions préliminaires au développement de la société et partant de l'économie du pays; vus dans cette optique, les problèmes culturels et l'incidence des recherches des sciences sociales et humaines appliquées restent d'une importance capitale.

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture a récemment décidé de Kirundiser l'enseignement primaire dans l'hypothèse qu'il est préférable de dispenser un bon enseignement primaire dans la langue maternelle que de dispenser un mauvais enseignement primaire en français, langue d'administration. L'adoption du Kirundi comme langue d'enseignement dans les 6 années de primaire complètes alors que jusqu'à présent il n'a servi que pendant le premier cycle du primaire entraîne un investissement important dans le domaine de la recherche linguistique appliquée qui doit aboutir à la modernisation du lexique kirundi, la standardisation de cette langue au moyen d'une grammaire normative etc. Le Gouvernement entend créer un Centre de Linguistique Appliquée au Burundi - C.L.A.R. - sous l'égide de l'Université Nationale du Burundi. Les résultats de cet Institut devraient permettre, dans l'immédiat, la publication, après traduction ou adaptation, de manuels scolaires, et à plus ou moins brève échéance celle d'une presse rurale à l'intention des populations rurales.

Au delà des questions de langue, les aspects de la culture les plus fréquemment rencontrés dans les contacts entre la population du Burundi et le monde extérieur sont l'art et l'artisanat, la musique et la littérature. Si les actions nécessaires sont arrêtées en temps voulu le patrimoine culturel national pourra être sauvegardé et même ressuscité. Il s'agirait de créer sous l'égide du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture un Institut d'Art Rundi qui serait destiné après étude du style et des techniques non encore entamées par "l'art des aéroports" de regrouper en son sein à la fois les activités de sauvegarde et de développement de cet art et artisanat. L'Institut d'Art Rundi serait ainsi appelé à créer un Musée National couvrant tous les domaines de l'art et l'artisanat. Il serait chargé de la fabrication

d'objets d'art et de la formation des artistes et artisans appelés à poursuivre les traditions artistiques et artisanales propres à la population du Burundi. Il serait souhaitable que l'Institut d'Art Rundi récupère les originaux des objets se trouvant dans les musées étrangers ou tout au moins des copies fidèles des objets authentiques.

La musique et la littérature étant le reflet de la civilisation Rundi, ces sujets devraient être étudiés, répertoriés et mis à la disposition aussi bien de la population burundaise que de la communauté internationale dans le cadre de l'Université Nationale du Burundi.

Au-delà de l'importance de cette action pour la cristallisation d'une conscience nationale, les activités préconisées plus haut devraient être destinées à encourager les échanges culturels et le tourisme. Dans cette optique il importe d'inventorier les formations artistiques - musique, théâtre et danse - et les groupes d'artistes et artisans que l'on pourrait attirer dans une action de ce genre. Il conviendrait également d'inventorier les besoins en matériel et éventuellement en experts pour la formulation et l'exécution d'un programme d'action destiné à développer le patrimoine culturel national.

Des documents concernant l'histoire du Burundi ainsi que son évolution administrative sous les différents régimes avant l'indépendance se trouvent disséminés à travers le pays et dans des archives à l'étranger surtout en Belgique et en Allemagne. Ces documents ont été répertoriés dans le cadre d'une "bibliographie" du Burundi qui s'arrête à 1959. Il faudrait rassembler ces documents, les répertorier et mettre ainsi à la disposition des chercheurs et du public une bibliographie du Burundi.

Le problème des archives présente aussi un aspect matériel. Si ces documents n'étaient pas très prochainement répertoriés et mis à l'abri il est à craindre qu'ils se détériorent à brève échéance. L'un des professeurs nationaux d'histoire à l'E.N.S. a entrepris une étude préliminaire des besoins quant à l'organisation des archives nationales. Elle démontre que rien de valable ne pourrait être entrepris sans une aide extérieure.

Dans le même ordre d'idées, il est utile d'envisager aussi la collection des traditions orales et des récits des événements historiques vécus par des témoins dont le nombre diminue rapidement d'année en année. Ce travail a été déjà entrepris, quoique sur une échelle très modeste, par des professeurs d'histoire de l'E.N.S. Cependant la poursuite de cette activité appelle elle aussi une assistance à la fois matérielle - équipement de prise de son, véhicules, etc. - et en moyens de financement pour la transcription et la traduction des textes ainsi recueillis. Cette activité plus encore que la précédente doit bénéficier d'une haute priorité si l'on veut bénéficier de témoignages de première main.

Bien que l'information et la dissémination de certaines connaissances dans les couches les plus vastes de la population ne peuvent pas être considérées dans l'immédiat comme une activité culturelle, il convient de les recenser dans ce chapitre. Ainsi il importe de souligner le manque d'une information

rurale qui pourrait aider au développement économique du pays. Les publications existantes actuellement, le Bulletin quotidien du Ministère de l'Information Nationale, FLASH-INFOR, l'hebdomadaire UBUMWE, paraissant en français, s'adressent surtout à la population étrangère de la capitale et ne peuvent être considérés comme un moyen d'information et de communication à l'intention de la masse.

Deux publications paraissent dans la langue nationale, l'édition en Kirundi de l'hebdomadaire UBUMWE et la publication quotidienne NDONGOZI. Ces deux publications ne sont pas conçues comme des organes d'information pouvant contribuer au développement technologique et surtout économique du pays. Par conséquent il est important de créer une presse à vocation rurale sous forme de journaux ruraux et autres publiés en Kirundi et traitant des sujets intéressant les populations rurales et servant de véhicule pour les actions de développement entreprises par le Gouvernement.

Un représentant du Secteur Education de l'UNESCO en mission au Burundi au cours de l'année 1971 a discuté avec les autorités l'aide que les Nations Unies pourraient fournir dans ce domaine.

Les remarques du paragraphe précédent s'appliquent aussi à la presse parlée rurale - la Voix de la Révolution - dont les programmes diffusés sur deux chaînes ne contiennent que peu d'émissions à l'intention des populations rurales en particulier et au service du développement en général.

Une assistance technique française importante est accordée à la radio-diffusion nationale. Cependant il ne peut être remédié aux carences de celle-ci que par une intervention plus importante de journalistes nationaux à vocation rurale de la presse écrite ou de la presse parlée. Un premier pas a été franchi dans cette direction avec l'organisation, lors de la rentrée scolaire 1972-1973, d'un cours de journalisme inscrit par la Coopération technique française.

II. INTERVENTION DU PNUD

Par des bourses du PNUD/UNESCO deux bibliothécaires ont été formés. D'autre part l'UNESCO a envoyé au Burundi plusieurs missions dont l'objet était d'aider le gouvernement à la formulation d'une culture politique et à la création d'un musée national.

Enfin, dans le cadre du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, le PNUD a donné les moyens pour attaquer une première phase de vulgarisation agricole rurale. Ces mêmes moyens pourraient être utilisés si du personnel était mis à disposition pour une formation, destinée au monde rural, beaucoup plus généreuse.

5 (50) RESSOURCES NATURELLES

L'énergie électrique indispensable à l'économie du pays mise à part, ce secteur s'est peu développé et a fait l'objet de peu d'études.

DEVELOPPEMENT DE BASSINS DE RIVIERES

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Les possibilités qu'offre leur aménagement permet le développement des secteurs suivants :

- ressources hydroélectriques ;
- pêcheries ;
- agriculture - par la récupération des zones de marais ;
- tourisme .

Les problèmes sont d'ordre financier et de temps. En effet, une étude à grande échelle de l'ensemble d'un bassin et l'établissement d'un plan d'aménagement demandent une mise de fonds considérable et plusieurs années de travail.

Pour le développement du bassin de la Kagera, la première phase du projet sur le point d'être terminée, avait pour objectif d'inventorier et d'évaluer les études et données existantes, avant l'établissement d'un plan d'aménagement du bassin, et de préparer un programme de travail pour la seconde phase du projet.

A cet effet, les gouvernements du Burundi, du Rwanda et de la Tanzanie ont adressé une demande d'assistance au PNUD qui a été approuvée en 1971. Les activités déjà entreprises ont permis la réalisation d'un plan pour la mise en valeur des ressources du bassin dans les domaines de l'agriculture, le contrôle de l'érosion, la lutte contre les inondations, l'augmentation et la régularisation des débits utilisables, les pêcheries, le tourisme, etc.

Une deuxième phase est prévue pour établir un plan indicatif du bassin basé sur les données existantes et sur les recherches minimum supplémentaires pour ce travail. Ces objectifs nécessitent les services d'experts, de sous-traitants, de personnel de contrepartie spécialisé et d'appui, en équipement, bourses et matériel.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

Le PNUD a accordé pour la première phase du projet régional étalé sur 2 ans une assistance de six experts, un agent administratif, des mois de consultants, équipement, bourses de formation, sous-traitance. La deuxième phase prévoit les mêmes éléments. De leur côté, les Gouvernements fournissent le personnel de contrepartie, l'équipement et prennent à leur charge les frais de fonctionnement et d'entretien des véhicules et de l'équipement.

La contribution du PNUD pour la première phase du projet s'est avérée suffisante et efficace. Cependant pour apporter des fruits, elle devra être renforcée par une assistance supplémentaire pour la deuxième phase.

ENERGIE ELECTRIQUE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Les besoins en énergie du Burundi sont principalement assurés par une source hydro-électrique sur le territoire du Zaïre, des centrales thermiques et des centrales hydro-électriques de faible puissance. La consommation d'électricité augmente chaque année et les coupures de courant ainsi que les baisses de tension sont fréquentes.

Dès l'Indépendance, le Gouvernement a inscrit le développement de l'énergie au Burundi au nombre de ses préoccupations économiques fondamentales. Des études hydro-électriques ont été entreprises sur la RUVUBU et la MUGERE. Dans le cadre d'un prêt au Burundi, l'aide bilatérale chinoise aurait l'intention de construire un barrage et une centrale hydro-électrique sur la rivière MUGERE au sud de Bujumbura. Cette assistance apporterait une solution adéquate au problème de ravitaillement d'électricité de la région de Bujumbura jusqu'en 1983/1985. La construction d'autres centrales sera nécessaire pour répondre à tous les besoins du pays.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Une étude de factibilité faite sur contrat BIRD, par le Bureau Electro-consult concernant l'aménagement de six vallées de la région Ouest-Mugere, Kirasa, Mpanda, Mulembwe, Dama et Ruzibazi - a été financée par le PNUD et terminée en 1970.

RESSOURCES EN EAU

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Le problème de l'eau est d'importance fondamentale dans un pays tel que le Burundi, caractérisé par une pluviosité irrégulière, une tendance à l'assèchement et par une érosion intense et destructive due, en grande partie, à la déforestation des versants. L'entretien des adductions d'eau représente une charge lourde pour le Gouvernement ainsi que la distribution d'eau qui reste gratuite à l'intérieur du pays.

Parmi les objectifs à atteindre pour le développement de l'approvisionnement en eau figurent :

- étude de l'hydrologie pour mieux tirer parti des nappes aquifères;
- équipement en eau potable des agglomérations ;
- amélioration des conditions de prélèvement d'eau en milieu rural ;
- lutte organisée et généralisée contre l'assèchement;
- remise en état ou remplacement des adductions d'eau.

Des crédits supplémentaires et de la main-d'oeuvre spécialisée sont nécessaires pour étendre le système de distribution d'eau et remplacer le matériel déficient.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

Le PNUD a accordé son aide à la REGIDESO - organisme public chargé de la distribution d'eau et d'électricité - depuis mars 1968 sous forme d'un expert ingénieur sanitaire et une bourse de formation. Le poste a pris fin en décembre 1972. L'aide bilatérale de la République Fédérale Allemande a exprimé l'intention d'accorder une aide à la REGIDESO dans un proche avenir.

L'agriculture, comme dans la plupart des pays en voie de développement, occupe la toute première place dans l'économie du Burundi et plus de 90% de la population active s'y consacre. Y moins de découverte d'autres ressources naturelles importantes, cette place restera inchangée dans le proche avenir.

Toutefois le revenu par habitant reste très bas et le revenu national faible. Enfin la fragilité de la balance des comptes et de l'équilibre budgétaire se répercute gravement sur le plan des programmes de développement.

Un développement agricole rapide est donc essentiel. Celui des cultures de rapport et leur diversification - le café représente 80% des exportations totales - doit permettre d'améliorer le niveau de vie et le pouvoir d'achat des populations, et procurer au pays les ressources, principalement celles en devises, nécessaires à son expansion économique et sociale. Le développement agricole doit également résoudre le problème vivrier dont la gravité est croissante pour faire face aux besoins d'une population à démographie galopante.

On se heurte cependant à de nombreux obstacles. Le premier est la rareté progressive des terres disponibles. Le taux d'accroissement annuel moyen d'occupation des zones affectées aux cultures vivrières est estimé à 4,3%. Il dépasse sensiblement le taux de croissance démographique en raison de l'usure progressive des sols déjà occupés et de la jachère à maintenir pour assurer les rendements actuels. Par conséquent, dans les conditions actuelles d'exploitation des cultures, la saturation complète des terres à vocation agricole sera atteinte dans des délais relativement rapprochés.

Une exploitation rationnelle du territoire s'impose donc pour ces régions montagneuses, une lutte anti-érosive bien organisée et permanente entre les zones saturées et non saturées, une répartition plus équilibrée de la population; et enfin une intensification des cultures et la mise en valeur des marais par drainage et irrigation.

De plus la multiplicité excessive des exploitations agricoles, plus de 600.000, de dimensions très restreintes rend l'application des améliorations techniques pour le moins difficile.

Enfin la dispersion des habitants - sauf exception, il n'y a ni villages, ni hameaux - rend fort malaisée la vulgarisation de techniques modernes auprès des populations où l'analphabétisme reste élevé.

Agriculture : On ne dispose pas encore des statistiques de production pour 1972. Malgré l'étendue de la zone sinistrée, une augmentation des productions vivrières est néanmoins prévue. Toutefois le problème de l'alimentation avec une malnutrition caractérisée par une carence en protéines animales et une insuffisance en lipides reste entier. La production de café arabica a régressé à 18.500 tonnes; celle du thé progresse régulièrement grâce à l'entrée en production de nouveaux champs. La campagne cotonnière fut mauvaise - 5153 tonnes de coton-graines au lieu de 8.709 tonnes. Aux conditions climatiques défavorables provoquant une chute de production de 30% s'ajoute la perte de la production des zones troublées.

Il est d'ailleurs évident que pour une économie aussi vulnérable les événements récents ont eu des répercussions catastrophiques et qu'elles seront encore ressenties en 1973 et en 1974.

Élevage : Il joue un rôle important dans la structure sociale du pays mais sa contribution à l'économie reste minime. Les exportations se limitent aux peaux brutes. La consommation de viande et de lait est faible à cause du rendement peu élevé du troupeau bovin et du mépris pour la viande ovine, le lait de chèvre et de brebis. Il y a actuellement environ 750.000 têtes de gros bétail, 850.000 caprins et ovins, 25.000 porcs et 435.000 volailles diverses.

L'élevage bovin en particulier s'est toujours heurté à la mentalité des éleveurs mais il semble que depuis peu des motivations économiques entrent en ligne de compte. Les obstacles d'ordre sanitaire restent importants : présence de glossines dans des zones favorables à l'élevage; extension de la théilériose transmise par les tiques; brucellose ou avortement enzootique répandu dans tout le pays; forte infestation - 70% du cheptel - par la cysticercose, ce qui entrave les possibilités d'exportation. Grâce à l'action du laboratoire vétérinaire, les autres épizooties ont une incidence modérée. Mais devant l'ampleur du problème, il est difficile d'envisager de pouvoir lutter en même temps sur tous les fronts.

Enfin, l'extension obligatoire des cultures diminue la disponibilité en pâturages et la propriété collective de ceux-ci est un frein à leur amélioration.

Le conflit culture-élevage doit donc également être résolu. Des projets-pilotes, basés sur une exploitation intégrée en ranching dirigé, ont attaqué ce problème ainsi que l'amélioration des conditions alimentaires et sanitaires qui conditionnent d'ailleurs tout progrès zootechnique.

Pêche : Elle est peu développée dans les lacs intérieurs, mais surtout pratiquée dans les quelques 2000 km² d'eaux territoriales burundaises du lac Tanganyika. La pêche est faite selon trois modes différents; coutumière avec pirogues munies de lampes et épuisette, artisanale avec catamarans à moteurs équipés de lampes et filets; semi-industrielle suivant le même principe mais avec des moyens plus importants. Le tonnage pêché s'est élevé à 16.802 tonnes en 1971 pour une valeur de 130,7 millions de Frs.Bu. La pêche pourrait vraisemblablement être intensifiée mais pour permettre une gestion et une organisation de ces ressources, une connaissance plus approfondie du dynamisme de la population et de la biologie des espèces commercialisables est indispensable. Les études sont en cours. De même les méthodes de pêche, de traitement et de commercialisation doivent être améliorées afin de faire face aux besoins de l'intérieur du pays.

La région côtière fut au centre des événements de 1972. La pêche fut interrompue ou limitée pendant plusieurs mois. Toutes les pirogues et catamarans ont disparu et quelques-uns seulement ont pu être remplacés.

Forêts : Le Burundi ne possède plus que deux massifs de forêt naturelle situés sur la crête Zaïre-Nil, et dont la superficie est inférieure à 100.000 ha. Les boisements-domaniaux, communaux, individuels- couvrent 27.000 ha. L'ensemble du taux de boisement est faible et ne représente que 5%. Les moyens limités dont dispose le Gouvernement permettent seulement des programmes de reforestation peu importants qui sont d'ailleurs en cours. La production de bois d'oeuvre est insuffisante et des importations sont nécessaires.

Utilisation des sols et de l'eau : La lutte anti-érosive est poursuivie mais devrait être rationalisée et intensifiée. Les engrais sont utilisés exclusivement pour les cultures industrielles: thé, café, coton, et sur des superficies limitées pour ces deux dernières spéculations. Le programme de vulgarisation de fumure minérale sur cultures vivrières d'altitude en est au stade des démonstrations.

Les études pédologiques sont poursuivies méthodiquement par l'ISABU dont le programme porte en priorité sur les zones de développement et d'intensification des cultures d'exportation : thé et café.

L'irrigation est pratiquée sur riz dans la région du Mosso et sur riz et coton dans la plaine de la Ruzizi. Plusieurs marais, notamment dans la région du Cankuzo, ont été aménagés.

- A travers le pays, des marais sont déjà exploités par les paysans grâce à des aménagements empiriques et souvent précaires. Des études hydrologiques ont été menées au Mosso ainsi que dans la plaine de la Ruzizi où elles sont encore poursuivies. Elles ont également été reprises dans le bassin des affluents de la Kagera et du lac Victoria. Un vaste programme de captage de sources pour l'alimentation en eau potable des populations se poursuit également depuis plusieurs années.

Enseignement agricole et formation :

Il est indispensable de disposer d'un corps de techniciens en nombre suffisant et d'une qualification adaptée aux réalisations prévues. Actuellement trois établissements forment ce personnel :

- L'Institut Technique Agricole du Burundi (ITAB), installé à Zege près de Gitega et ouvert en 1965, forme en 4 ans des techniciens A2 (agronomes). En quatre promotions, il est sorti 50 techniciens. L'effectif en 1972 est de 68 élèves dont 17 en dernière année. Recyclages et séminaires sont organisés par l'ITAB qui est chargé d'une action-pilote de vulgarisation et de développement dans la région voisine.
- L'Ecole professionnelle de Karuzi forme en 3 ans des moniteurs polyvalents. Les promotions sont de 15 à 20 diplômés.
- L'Ecole des Vulgarisateurs agricoles de Rutegama forme, à la demande, des vulgarisateurs. Il s'agit d'une formation accélérée s'étalant sur 10 mois.

Le Département de l'Information et de Vulgarisation agro-sylvo-pastorale, faute de moyens, n'a qu'une action fort limitée.

Crédit agricole : Il est assuré uniquement par la Banque Nationale de Développement Economique (B.N.D.E.) qui a accordé jusqu'à ce jour 20 crédits pour un montant global de 10,686 millions de frs Bu. Cette banque assure également le fonds de roulement d'entreprises d'Etat comme la laiterie de Kiryama.

Etant donné qu'à présent il n'existe pas de service de statistiques agricoles, celles-ci sont établies par chaque département dans son domaine particulier. Le Département des Statistiques a fait procéder à des enquêtes agricoles par sondage et à l'étude des temps de travaux agricoles. Ces études confiées à la S.E.D.E.S étaient excellentes.

II. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

Le second plan quinquennal est encore en cours d'élaboration. L'accent sera mis sur le développement et la diversification des cultures d'exportation ou de celles susceptibles de limiter ou de supprimer les importations. Toutefois, étant donné la croissance démographique, l'usure et la raréfaction progressive des terres, les cultures vivrières devraient recevoir une priorité sensiblement égale.

Les principaux objectifs connus du plan sont les suivants :

- Maintenir la production de café arabica à 25.000 tonnes et celle de Robusta à 2.000 tonnes grâce au respect strict des techniques culturales, la fumure minérale, le remplacement des vieilles plantations par des cultivars plus productifs. Amélioration de la qualité et de la commercialisation.
- Porter la production annuelle du coton à 15.000 tonnes de coton-graines par extension des superficies et intensification de la production.
- Poursuite de la réalisation du programme théicole pour atteindre en 1977, 440 ha et produire 1660 tonnes de thé noir sec.
- Etablissement de 500 ha de quinquina.
- Développement de la culture du tabac pour l'exportation ou l'alimentation d'une fabrique de cigarettes à créer.
- Installation de la canne à sucre au Mosso et la Basse Vallée de la Ruzizi pour alimenter de petites unités de traitement et couvrir les besoins nationaux.

Cultures vivrières

- Production annuelle de 9.000 t. de paddy grâce à la remise en état d'aménagements hydro-agricoles et l'intensification de la culture ; amélioration de l'usinage et de la commercialisation.
- Extension de la culture du froment pour commercialiser annuellement 12.000 t. destinées à une minoterie nationale dont la création est envisagée.

- Amélioration des palmeraies naturelles, installation de presses à bras.
- Développement des cultures maraîchères dans la zone de Bugarama.
- Diffusion continue de plants fruitiers, création d'un verger au Mosso.
- Développement de la culture de l'arachide et du soja pour améliorer le bilan nutritionnel et alimenter les huileries.
- Pour les autres cultures traditionnelles, diffusion de semences sélectionnées, respect des méthodes culturales, protection phytosanitaire, utilisation d'engrais minéraux.

Elevage

- Fabrication de vaccins et continuation des recherches par le laboratoire vétérinaire.
- Intensification de la lutte contre les tiques et vaccination généralisée contre la brucellose.
- Actions ponctuelles de ranching dirigé et de paddocking, vulgarisation des cultures fourragères et de l'ensilage à partir de projets-pilotes, embouche.
- Application stricte de la réglementation sur les feux.
- Elimination progressive des non-valeurs par une solution intégrée d'exploitation.
- Sélection et croisement par diffusion de taureaux sélectionnés et insémination artificielle.
- Développement de la production laitière pour alimenter les laiteries de Bujumbura et Kiryama.
- Amélioration de la valorisation des sous-produits.
- Développement de l'élevage dans les régions de Kirundo et de Cankuzo après éradication de la tsé-tsé, et dans la plaine de la Ruzizi à partir des résultats du périmètre-élevage de la Kajeke.
- Extension de la régie avicole de Gitega et création d'un même centre à Ngozi.
- Poursuite du programme apicole basé sur la vulgarisation des méthodes modernes.

Pêche et pisciculture

- Poursuite de l'étude hydro-biologique du lac en la régionalisant.
- Production de 20.000 tonnes de poissons en provenance du lac Tanganyika et 700 tonnes des lacs intérieurs.
- Reconstitution de la flottille de pêche artisanale et formation de nouveaux pêcheurs.
- Amélioration du conditionnement et de la commercialisation
- Soutien à toute initiative dans la construction de viviers.

Forêts

- Réalisation de boisements domaniaux et communaux à raison de 2.150 ha par an.
- Encourager les boisements individuels.
- Boisement des bassins versants dans la plaine de la Ruzizi.
- Exploitation rationnelle de la forêt naturelle et des boisements établis.

Utilisation du sol et de l'eau

- Constitution d'équipes spécialisées pour la remise en état et l'extension des dispositifs anti-érosifs dans les terres de culture et les pâturages.
- Poursuite du programme engrais sur cultures vivrières en zone d'altitude.
- Extension ou introduction de la culture attelée dans les plaines.
- Mise en valeur de nouvelles zones (Kirundo - Capkuzo Mosso) et extension des paysannats existants.
- Mise en valeur des marais par drainage et irrigation pour pouvoir cultiver toute l'année (Mosso, Nyamushwaga, Ngozi, Muramvya).
- Poursuite des études hydrologiques dans la plaine de la Ruzizi, et dans le cadre des projets régionaux du lac Victoria et de la mise en valeur de la Kagera, du bassin des affluents de la Kagera.

Formation et vulgarisation

- Création d'une section vétérinaire à l'ITAB
- Formation continue du personnel en cours d'emploi par des sessions de recyclage et des séminaires.
- Equipement du Département de l'Information et de la Vulgarisation, et extension de ses activités.

Crédit agricole

- Développement du crédit agricole et financement de sociétés de gestion d'entreprises étatiques ou semi-publiques.

Divers

- Adaptation de la recherche agricole aux objectifs du plan et diffusion des résultats.
- Amélioration du stockage des récoltes et des semences.
- Amélioration de la commercialisation des produits principalement dans les régions les plus excentriques.

III. APPORTS INTERNES ET AIDES EXTERIEURES

L'aide extérieure s'efforce d'orienter son intervention dans le sens des objectifs prioritaires du Gouvernement. Pour les cultures d'exportation traditionnelles ou de diversification on relève :

- un prêt de l'AID (Association Internationale de Développement) de 2.100.000 \$ pour l'amélioration et l'intensification de la culture du caféier dans la région de Ngozi. Une extension de l'opération est prévue pour la région de Kayanza.
- pour la relance et l'intensification de la culture cotonnière et la remise en état des paysannats de l'Imbo, une aide de la France (205.000 \$) et de la Belgique (1.074.000 \$).
- pour le thé, l'effort principal est supporté par le FED (Fonds européen de développement) qui a financé les plantations industrielles y compris l'installation d'usines à Tora, Teza et Rwegura, les plantations villageoises en région de Muramvya. L'aide belge finance un même programme à Kisozi. L'ensemble de ces financements est de l'ordre de 7.328.000 \$.

Le financement d'un nouveau programme portant sur 2000 has de plantations villageoises a été approuvé par le FED, ainsi que les premiers investissements pour l'Office du Thé et la création de pépinières centrales. Le préfinancement de ces dernières sera assuré par le Fonds de Diversification de l'O.I.C.

- les pourparlers pour une participation privée étrangère à la réalisation du programme quinquina sont très avancés.

Pour les autres cultures, il faut signaler, outre la relance cotonnière qui intéresse également toutes les plantes vivrières de la rotation, la réalisation en cours du projet FED Imbo. Il porte sur l'aménagement hydraulique et la culture intensive du riz irrigué et du coton sur 3.700 has (7.240.000 \$). Cette opération entraîne une occupation plus dense de la plaine permettant un dégorgement des régions saturées. Il en sera de même pour le projet d'aménagement Katumba - Murukaramu dont le financement - 4.700.000 \$ sera demandé à la France.

Pour l'élevage, il faut signaler deux projets pilotes financés par la Belgique: l'un dans la plaine de la Ruzizi (115.000 \$) avec extension sur fonds FED, l'autre dans une importante région d'élevage, le Bututsi-Mugamba (576.000 \$). La Belgique serait également disposée à financer à concurrence de 914.000 \$, les études et les premières réalisations dans la région de Kirundo qui est appelée à devenir, après assainissement, une zone de peuplement et d'élevage. L'aide belge se manifeste également, à travers l'ADR, dans un programme d'élevage et de développement global de la région de Karuzi. Pour l'apiculture, l'assistance est octroyée par Misereor Allemagne.

La recherche - domaine exclusif de l'ISABU (Institut des Sciences Agronomiques) - est financée annuellement à raison de 10 millions de francs Burundi par le Gouvernement et 20 millions de francs Burundi (personnel expatrié en sus) par la Belgique qui affectera en outre 285.700 \$ à la construction de bureaux - laboratoires modernes.

On notera également, en dehors de ces projets, une assistance limitée en personnel d'assistance technique au Ministère de l'Agriculture et aux divers départements.

Le Gouvernement quant à lui finance sur son budget extraordinaire principalement des travaux de génie rural, de boisement et les contreparties des projets financés par l'aide extérieure.

INTERVENTION DES NATIONS-UNIES

L'intervention du PNUD et des Agences spécialisées, eu égard aux assistances précitées, est relativement modeste dans ce secteur. Au cours des dernières années elle a porté essentiellement sur trois grands projets :

DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE DANS LE MOSSO-CANKIZO - BDI/7 -
\$ 1,600,000 PLUS LES INTERVENTIONS DU HCR - PAM IUEF ET YMCA. Il s'agissait en ordre principal d'une étude de pré-investissement intéressant une zone de 500 km² encore peu peuplée. Il en est résulté, outre de nombreuses études sectorielles, un schéma indicatif d'aménagement zonal fournissant au gouvernement des données pour une mise en valeur. Parmi les études complémentaires encore nécessaires, le gouvernement a porté son choix sur l'étude de quelques marais importants dont le coût n'a pu être inclus dans le chiffre indicatif de planification.

INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DU BURUNDI - BDI/501 - assure la formation de techniciens A2 dont le pays a le plus urgent besoin. Le projet prenant fin en août 1973, une deuxième phase d'un montant de \$ 827,500 est prévue. Une section vétérinaire y sera créée. La construction des bâtiments a été financée par le FED.

PROJET DE RECHERCHES HALIEUTIQUES ET DU DEVELOPPEMENT DE LA PECHE AU LAC TANGANYIKA - BDI/8 - \$ 725.300 - qui se termine fin 1973. Il avait été précédé d'un programme de développement de la pêche financée par la CMCF. Une deuxième phase est prévue pour un montant de \$ 725.000. Outre la perspective d'une régionalisation de la recherche, l'accent sera mis sur le développement de la pêche artisanale, le conditionnement du poisson et sa commercialisation.

Une assistance technique en personnel, à charge du PNUD, a été accordée dans les domaines suivants : génie rural, zootechnie, crédit, vulgarisation. Elle complète les assistances bilatérales. Elle sera maintenue pratiquement dans son intégralité y compris un expert en technologie laitière. Cette assistance sera rendue plus efficace grâce à l'achat limité du matériel indispensable.

L'UNICEF finance pour un montant de \$ 143.000 le matériel de la nouvelle laiterie de Bujumbura construite par le Gouvernement. Il aidera également à la réalisation d'une action de vulgarisation dans les environs de Gitega. Il avait auparavant donné une assistance importante à la région avicole de Gitega.

Le Projet engrais sur cultures vivrières est financé par la CMCF/FAO.

Enfin, il y a lieu de signaler l'assistance du PNUD à la BNDE qui compte en son sein une cellule de crédit agricole.

1. *DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES*

L'industrie intervient pour une faible part dans la production totale du pays. La valeur ajoutée de l'industrie représente environ 6 à 7% du Produit Intérieur Brut. En effet, de nombreux facteurs infrastructurels, politiques et géographiques ont influencé jusqu'à maintenant de façon négative le développement industriel. Les raisons de cette stagnation sont :

- éclatement de l'union économique du Zaïre, du Rwanda et du Burundi ;
- manque d'énergie électrique
- réseau de communications terrestres et aériennes insuffisamment développés ;
- coût élevé des transports pour atteindre les marchés d'exportation ;
- technologie insuffisante ;
- marchés et débouchés trop limités ;
- ressources financières et techniques limitées ;
- exploitation insuffisante des ressources naturelles.

La ville de Bujumbura a constitué un pôle naturel de développement industriel, où sont venues s'implanter les industries suivantes :

a) alimentaires et de transformation de produits agricoles :

huilerie - coton, arachide, palmiste-café - déparchage, brasserie, limonade, laiterie, meunerie - riz, manioc, égrenage de coton.

b) manufacturières :

couvertures, textiles, confection, savonnerie, peinture, vernis chaussures en plastique.

a) biens d'équipement :

construction métallique, chaudronnerie, amiante - ciment, carrelage, oxygène et acétylène.

Il n'existe pas de recensement récent du secteur industriel. Le dernier en date, effectué en 1966 par l'Institut des Statistiques, a porté à Bujumbura sur 147 entreprises industrielles, dont 55 sont implantées dans la zone industrielle et commerciale.

II. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

A la lumière des études entreprises, des priorités et des impératifs économiques tels que rentabilité, valeur ajoutée, économie de devises, création de nouveaux emplois, le Gouvernement orientera le plan quinquennal 1973-1977 et concentrera ses efforts sur la réalisation des projets suivants :

- a) industrie textile - relancé ;
- b) industrie de la viande - élimination des non-valeurs - opération intégrée - tannerie, engrais, colle ;
- c) formulation d'insecticides - base kaolin ;
- d) fabrication de houes ;
- e) minoterie - mouture de froment et de maïs ;
- f) conditionnement de produits pharmaceutiques ;
- g) industries de matériaux de construction ;
- h) manufacture de tabac ;
- i) extraction et raffinage de sucre de canne.

En ce qui concerne les priorités, le Gouvernement attache une haute importance aux industries extractives, à la valorisation des produits du sol et du sous-sol - tourbe, coke de tourbe, marbre, granito, carrelage, chaux et briques - et au développement des petites industries.

Indépendamment de l'application, à la promotion artisanale, des recommandations formulées ci-dessus en matière de développement des petites entreprises, le développement de l'artisanat nécessiterait, en particulier, la création d'un service chargé de l'artisanat, ainsi que la mise en oeuvre d'une politique facilitant l'accès des artisans au crédit.

La promotion de l'artisanat d'art mérite un intérêt particulier dans l'optique du développement touristique du pays.

Pour améliorer le climat d'investissement industriel on étudie les mesures suivantes :

- a) reviser la législation réglementant l'établissement d'entreprises industrielles ;

- b) redéfinir la notion de petite industrie et d'artisanat pour assurer un traitement privilégié à ces secteurs;
- c) adapter la législation au développement industriel et à l'évolution des revenus et bénéfices réels des entreprises;
- d) créer un organe de recours fiscal pour garantir une stricte application de la législation fiscale;
- e) reviser le code des investissements pour éliminer toute discrimination préjudiciable aux petites entreprises.

Afin de faciliter la réalisation des perspectives de création industrielles, ainsi que la promotion et le développement des industries déjà existantes en restant fidèle aux priorités établies, une aide particulière est nécessaire pour les activités suivantes :

- a) stratégie, évaluation et programmation industrielles ;
- b) ouverture de l'industrie à l'africanisation y compris le développement de la petite et moyenne industrie ;
- c) assistance à la promotion des industries existantes ;
- d) valorisation des ressources naturelles et des sous produits ;
- e) promotion des investissements ;
- f) formation des cadres, du personnel d'exécution ;
- g) formation d'artisans.

III. CONTRIBUTION DU PNUD

L'assistance du PNUD consiste en deux projets auxquels s'ajoute une aide spécialisée dans le cadre des Services Industriels Spéciaux - SIS - soit :

- a) Le projet de Recherches Minières commencé en février 1969, prévu pour une durée de cinq ans et demi, a pour objectif d'évaluer les ressources minérales du pays. A l'heure actuelle les substances minérales connues pouvant donner lieu à exploitation et à utilisation industrielle sont :
 - le calcaire dolomitique : fabrication de chaux, de carrelages en aggloméré, granitoux;
 - le kaolin : fabrication de céramique;
 - la tourbe : comme combustible domestique et industriel, exploitation et cokefaction sur place;

- la terre à brique .
- le sable pour verrerie.

L'exploitation et l'utilisation du calcaire dolomitique et de la tourbe pourront s'effectuer sans importation de matériel. Toutefois la mise en place d'une briqueterie, d'une fabrique de céramique et d'une verrerie nécessiterait l'importation d'équipement.

Des réserves importantes de cuivre ont été identifiées mais les conditions d'exportation ou d'exploitation ne pourront être déterminés que lorsque la teneur en cuivre du minéral sera connue.

L'assistance du PNUD est suffisante pour la prospection des gisements. Une assistance supplémentaire sera sans doute nécessaire pour les études d'exploitation et de création d'industries.

- b) Le projet de petites et moyennes industries PNUD/ONUDI a démarré en février 1969. Il est programmé jusqu'en fin 1974 et a pour objectifs de conseiller le Gouvernement sur la définition et l'application d'une politique et l'élaboration d'un programme pour le développement des moyennes et petites entreprises; d'analyser et d'évaluer des nouveaux projets industriels; de fournir des études détaillées de projets d'investissement, et de former des homologues.
- c) Dans le cadre des Services industriels spéciaux/ONUDI, un spécialiste de matériaux de construction et de fabrication de produits en terre cuite a commencé sa mission de quatre mois au Burundi en novembre 1972. Une prolongation de 6 mois a été demandée. En effet, les travaux ont déjà abouti à des résultats prometteurs surtout en ce qui concerne l'utilisation de la tourbe, du calcaire et de la chaux à des fins industrielles.

7.1 (45) MAIN-D'OEUVRE

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Un certain nombre de caractéristiques et de phénomènes locaux et régionaux n'ont pas permis au Burundi d'atteindre un taux de croissance économique autorisant d'approcher rapidement le stade du "décollage" et ce, malgré une population nombreuse et industrielle. Ce capital humain pose nombre de problèmes dont les solutions restent difficiles. A défaut de statistiques fiables il est impossible de préparer et d'entreprendre des actions basées sur une connaissance approfondie des données. Cette carence est d'autant plus regrettable que l'utilisation de la main-d'oeuvre est l'un des paramètres influençant le développement du pays.

En effet, avec 15.000 à 17.000 hommes sans emploi sur une population urbaine totale ne dépassant pas 150.000 habitants et un minimum de 150 millions de journées de sous-emploi dans les zones rurales, ce serait plus de 550.000 postes de travail nouveaux qu'il faudrait pouvoir créer pour atteindre un stade de plein emploi. L'accession des éléments jeunes dans la population active augmenterait ce besoin dans un régime de plein emploi de plus de 220.000 unités en cinq ans.

Enfin, toute création d'emplois nouveaux entraîne une diversification des spécialisations et crée des besoins de main-d'oeuvre qualifiée, dont il faut assurer la formation.

II. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

Toute politique de l'emploi doit viser avant tout une augmentation aussi substantielle que possible du revenu monétaire par tête d'habitant. Pour y parvenir, en plus des actions préconisées dans les secteurs agriculture et éducation, les priorités suivantes devraient être retenues :

- 1° programme de travaux publics étalé sur dix ans : routes nationales et communales, voiries urbaines, ouvrages hydrauliques, travaux d'assainissement, etc ;
- 2° organisation, planification et élargissement des travaux communautaires dans l'optique du développement rural communautaire ;
- 3° développement de petites et moyennes industries basées sur la production agricole locale ;
- 4° encouragement de l'artisanat et de la petite entreprise individuelle, si nécessaire par des stages de perfectionnement ;
- 5° réforme des réglementations fiscales, douanières et financières pour orienter les citoyens du pays vers la production, la formation professionnelle et le commerce.

La promotion de l'emploi est un impératif et elle devrait résulter en une plus forte utilisation de la main-d'oeuvre, même si celle-ci devait paraître moins économique. Pour pouvoir disposer dans l'avenir des éléments permettant un développement harmonieux de l'emploi, il est urgent d'étudier la création d'un système complet de formation professionnelle et artisanale qui puisse répondre et s'adapter aux besoins. Une telle étude est dès à présent prévue, mais il faudrait en accélérer la réalisation.

Parmi les besoins, les plus importants sont les suivants :

- renforcement de l'administration du travail ;
- établissement et élaboration permanente de statistiques du travail fiables ;
- orientation et formation professionnelle ;
- identification de projets susceptibles d'offrir un emploi intensif à un nombre important de travailleurs, pour rentabiliser au maximum le capital humain dont dispose le pays.

Le premier point seulement est constitué presque exclusivement d'apports nationaux. Les trois autres ne peuvent être atteints qu'à l'aide d'une assistance extérieure bien coordonnée.

III. CONTRIBUTION DU PNUD

Outre le financement de deux missions d'expert en administration du travail, le projet PNUD/BIT d'"Evaluation et de Planification de la Main-d'oeuvre et des Ressources humaines" a commencé en octobre 1970 et reste programmé jusqu'en fin 1976.

Cette assistance a permis d'évaluer pour la première fois au Burundi l'ensemble des problèmes de l'emploi et le développement de celui-ci dans les divers secteurs de l'activité nationale.

Les nouveaux effectifs à être recrutés par l'administration du travail, l'assistance en matière de statistiques du travail et l'étude de l'ensemble de la formation professionnelle et artisanale sont de nature à aider considérablement le développement de ce secteur.

Il y a lieu toutefois d'insister sur les points suivants :

- La complexité de la coordination des aides extérieures ne doit pas faire oublier l'importance des contreparties nationales, garantes de la continuité des systèmes et des actions d'assistance.
- Le Rapport sur la Politique de l'Emploi devrait être suivi en 1973 d'une mission de brève durée.
- Une mission d'étude des problèmes de la formation professionnelle et artisanale devrait être entreprise au cours de l'année 1973.

7.2 (65) SCIENCE ET TECHNIQUE

METEOROLOGIE ET HYDROMETEOROLOGIE.

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

La météorologie et l'hydrométéorologie sont peu développées au Burundi. Les processus atmosphériques exercent sur la vie humaine une influence considérable et le temps et le climat régissent en grande partie toutes les activités de l'homme. La météorologie et l'hydrométéorologie sont en effet liées aux domaines suivants :

- agriculture : cultures et élevage ;
- gestion des eaux : mise en valeur des ressources en eau, irrigation, consommation, production hydro-électrique ;
- transport : sécurité et rentabilité des transports par air, terre et mer ;
- génie civil : planification, mise en oeuvre et exploitation de l'industrie, et de la construction ;
- tourisme et santé publique ;
- dispositions de sécurité contre les fléaux naturels.

On ne saurait ignorer les facteurs météorologiques et hydrologiques et les pays en voie de développement doivent donc en tenir compte s'ils veulent évaluer et exploiter correctement leurs possibilités économiques.

II. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

Les objectifs de développement du Gouvernement comprennent :

- la création d'un Service Météorologique et Hydrologique National et l'intensification des actions déjà entreprises dans ce sens ;
- l'expansion des activités météorologiques à d'autres secteurs dont l'hydrologie opérationnelle et l'agrométéorologie en vue de leur orientation vers l'agriculture dans l'économie nationale.

Le Gouvernement a déjà entrepris certaines activités visant à assurer le renforcement de l'assistance météorologique à la navigation aérienne internationale, la consolidation du réseau de stations d'observation et le traitement et la publication des données météorologiques par le Service Météorologique de l'Aéronautique. Il a créé en 1968 le Centre de Formation des Personnels Techniques de l'Aéronautique et de la Météorologie afin d'assurer, sur place, la formation de son personnel météorologique des classes III et IV et le perfectionnement du personnel en service. Cependant la formation des classes I et II doit se poursuivre au moyen de bourses à l'étranger.

D'autre part, un projet hydrométéorologique régional est actuellement en cours. Les objectifs de ce projet sont la collecte et l'analyse de données hydrométéorologiques des captations des eaux des lacs Victoria, Kyoga et Albert pour étudier le niveau des eaux du Nil supérieur. Cette étude permettra aux pays intéressés, soit le Burundi, le Rwanda, le Kenya, la Tanzanie, l'Uganda, le Soudan et l'Egypte de planifier la conservation et le développement des eaux. Elle leur fournit en outre une base pour assurer une coopération intergouvernementale en vue d'assurer le stockage, le contrôle et l'utilisation des eaux du Nil.

La participation du Burundi et du Rwanda à ce projet régional a permis d'étendre l'étude hydrométéorologique sur une superficie d'environ 34.000 km² - couverte par le bassin de la rivière Kagera.

Cette étude comprend :

- la définition et mise en place d'un réseau hydrométéorologique y compris l'utilisation de nouvelles stations et l'amélioration des stations existantes ;
- l'établissement de deux bassins témoins pour les études des précipitations et de l'écoulement ;
- l'analyse des données recueillies suivant les méthodes analytiques du projet ;
- la formation de personnel national en hydrométéorologie.

III. CONTRIBUTION DU PNUD

Le projet PNUD/OMM de formation météorologique a commencé en juin 1966 et devait se terminer en 1973, mais le Gouvernement a demandé sa prolongation jusqu'à fin 1975. La contribution du PNUD consiste en services d'un expert qui assure des cours au C.F.P.T.A.M., en l'équipement et en bourses.

Le projet régional d'Etude Hydrométéorologique des Captations des Lacs Victoria, Kyoga et Albert, financé par le PNUD, a commencé en 1966 avec la participation des Gouvernements du Kenya, Ouganda, République Arabe d'Egypte, Tanzanie et Soudan. Le PNUD a approuvé les demandes de participation des Gouvernements du Burundi et du Rwanda et celle-ci a commencé début 1972. L'assistance supplémentaire pour ces deux pays consiste en services d'experts, bourses et équipement. La première phase du projet doit prendre fin en 1973. Une deuxième phase est envisagée.

LABORATOIRES DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Le Burundi dispose de peu de laboratoires de recherches scientifiques. La Section du Bureau Central Technique, dépendant du Ministère des Travaux Publics, des Transports et de l'Équipement, effectue dans ses laboratoires les analyses suivantes pour déterminer la résistance des sols et des matériaux de construction :

Résistance du sol : essai de granulométrie, essai de limite d'Atterberg, essai de Proctor, essai de C.B.R., essai de sédimentation, poids spécifique, limite de retrait ;

Résistance des matériaux - pierre : dureté belge, poids spécifique

Bêtons : écrasement

Résistance des briques à l'écrasement.

Dans le domaine de la recherche agricole, l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) seul entreprend sur place quelques analyses pédologiques, phytopathologiques, etc. dans ses laboratoires actuels. De nouvelles installations - bureau et laboratoires modernes - sont prévues dans un proche avenir dont le financement sera assuré par l'aide bilatérale belge.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

L'aide des Nations Unies n'intervient pas dans ce domaine.

COMMERCE EXTERIEUR

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

La situation économique actuelle du Burundi est résumée dans l'extrait suivant d'un rapport de la BIRD : "Le développement économique récent du Burundi reflète les problèmes structureaux du pays liés à trois facteurs: liens économiques coupés avec les pays voisins, les efforts du Gouvernement pour établir les services de base d'un état indépendant, et la stagnation des importations".

L'économie du Burundi est principalement une économie de subsistance; plus de 90% de la population vit sur des fermes individuelles ne dépassant pas un hectare de terre cultivable.

Environ la moitié des revenus financiers agricoles provient de la vente de denrées alimentaires sur le marché local; l'autre moitié de la production agricole à l'exportation. Les exportations sont presque exclusivement agricoles : café 80%, coton 10% ainsi que thé et peaux. Le commerce extérieur et les activités financées par le Gouvernement fournissent environ 70% des revenus du pays. La production de denrées alimentaires et de boissons pour le marché national couvre la presque totalité des 30% restants.

Les principales importations sont :

Biens de production :

- matières premières
- carburants et lubrifiants
- produits destinés aux industries alimentaires

Biens d'équipement

- produits sidérurgiques et quincaillerie
- engins mécaniques et pièces de rechange
- camions, voitures
- articles ménagers

Biens de consommation :

- textiles
- produits alimentaires
- produits des industries chimiques et connexes
- produits pharmaceutiques
- produits des industries mécaniques

Les activités concernant le commerce extérieur entrent dans les attributions de plusieurs Ministères et entreprises publiques ou semi-publiques dont les plus importants sont :

- le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et du Plan;
- le Ministère de l'Economie;
- la Chambre de Commerce;
- la Banque de la République du Burundi;
- l'Office des Cultures Industrielles du Burundi - OCIBU - café;
- le Comité de gérance du coton - COGERCO.

II. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

Le principal objectif du Gouvernement est de mieux équilibrer tant la balance commerciale, que la balance des paiements. Il s'agit donc principalement d'augmenter les exportations du Burundi par l'accroissement des productions agricoles industrielles et par l'augmentation des débouchés pour les produits ou articles fabriqués par les industries locales, nécessitant des accords commerciaux avec les Etats voisins intéressés. Le Burundi devrait également s'efforcer de freiner ses importations en substituant des productions alimentaires locales. D'autre part, un effort est à effectuer pour diversifier progressivement les exportations pour échapper à la dépendance envers le café. Il y aurait également lieu de promouvoir la diversification des ventes à l'étranger.

Pour assurer la gestion efficace des questions relatives au commerce extérieur, une amélioration des organes administratifs et une meilleure coordination entre elles est nécessaire.

Il serait également souhaitable de voir créer des commissions spécialisées réunissant des représentants du Gouvernement et du secteur privé. L'importance de négocier de nouveaux accords commerciaux et de réviser ceux existants ne devrait pas être perdue de vue. Enfin, des crédits devraient être alloués pour assurer la publicité et les relations publiques du Burundi outre-mer et lui permettre de participer à certaines foires et expositions à l'étranger.

III. LA CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Prenant en considération l'importance donnée au commerce extérieur au Burundi et la complexité des problèmes à résoudre dans ce domaine, un système de planification adéquat semble indispensable.

Pour aider le Gouvernement dans ce secteur, le Système des Nations Unies pourrait mettre à sa disposition les services de conseillers régionaux ou d'un expert à court terme pour étudier les possibilités d'exportation et de commercialisation, l'organisation institutionnelle et les programmes de formation. Des bourses pourraient également être octroyées dans ce domaine.

TOURISME

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Le tourisme au Burundi est actuellement inexistant. Cependant il y a des possibilités certaines car le lac Tanganyika avec son micro climat ensoleillé offre des moyens de délasserment et de sports nautiques. Un Parc National, tout en permettant la sauvegarde de la faune du pays, constituerait un second pôle d'attraction. La réalisation simultanée de projets de mise en valeur de ces deux sites devrait permettre au Burundi de s'insérer dans les circuits touristiques de cette région de l'Afrique. Cependant, ce programme ne sera possible que s'il y a une amélioration des moyens de communication terrestres et aériens accompagnée de tarifs préférentiels pour le tourisme intercontinental. Le problème budgétaire est également à considérer pour les réalisations infrastructurelles.

II. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

Pour pouvoir jouer un rôle dans le processus du développement du tourisme en Afrique, le Gouvernement du Burundi estime qu'il est urgent de doter le pays d'une infrastructure touristique adéquate. Le potentiel principal du Burundi, à mettre en valeur en priorité est :

- le lac Tanganyika
- le parc national
- la construction d'un bateau de plaisance de grande capacité pour navigation sur le lac Tanganyika.

Pour permettre à ces investissements d'être rentables, d'autres réalisations s'avèrent nécessaires :

- construction d'un hôtel de classe dite internationale à Bujumbura;
- formation du personnel dans le domaine du tourisme;
- amélioration des moyens de communication terrestres et aériens;
- action publicitaire énergique;
- action psychologique en faveur du tourisme au Burundi même;
- aménagement d'une zone des loisirs à Bujumbura.

III. LA CONTRIBUTION DU PNUD

Le Gouvernement a placé, sur la liste de priorités concernant les projets financés par le PNUD dans le cadre du CIP, les parcs nationaux. Il s'agit en l'occurrence du financement d'une mission d'environ deux mois d'un consultant qui étudierait les possibilités et les moyens nécessaires pour la création de parcs sur le territoire national. Le document du projet est en cours d'élaboration.

La situation géographique du Burundi, sans voie d'accès à la mer, rend d'importance primordiale sa dotation de systèmes de transports et de communications adaptés aux besoins. C'est dans cette optique que le Gouvernement a toujours attaché une haute priorité à ce secteur et envisage, dans son Deuxième Plan Quinquennal, un effort important pour améliorer les conditions existantes.

TRANSPORTS ROUTIERS

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Le réseau routier du Burundi compte environ 6.000 kms de routes et de pistes. La moitié des routes est classée, dont 130 kms à revêtement bitumineux, et 140 kms de voirie urbaine, dont 70 kms en bitume. L'autre moitié est composée de routes et de pistes communales. L'état du réseau routier est médiocre, si ce n'est mauvais, et l'entretien est très déficient. Cette situation limite les vitesses des véhicules, a pour effet de soumettre ceux-ci à une usure anormale et contribue, avec le faible taux de chargement, à maintenir un niveau élevé des tarifs de transport. D'ailleurs les véhicules sont peu nombreux dans le pays et en fin 1971 atteignaient 5.916 unités - voitures légères et camions - soit 0,00162 par habitant.

Le réseau routier étant relativement dense, les objectifs du Gouvernement portent sur l'amélioration et le revêtement des voies déjà existantes, l'entretien des routes, la formation de cadres techniques nationaux et l'augmentation de l'équipement d'entretien et de reprofilage.

Les crédits provenant d'un Fonds Routier créé en fin 1968, partiellement alimenté par une taxe sur les carburants, ne sont pas suffisants pour financer tous les travaux routiers prévus. C'est pour cette raison que le Gouvernement a fait appel à la BIRD pour prendre en charge la modernisation et l'amélioration de la route Bujumbura-Nyanza-Lac ainsi que l'achat d'engins et de matériel d'entretien routier, et au PNUD pour le financement d'un projet d'entretien du réseau routier. Il a également sollicité de la Belgique une subvention destinée à compléter la contribution financière du Burundi au projet global routier, et de la République Fédérale d'Allemagne une assistance pour financer une école de formation de personnels routiers, la création d'un garage central et la fourniture d'équipement.

II. CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Une première étude de factibilité, relative à la construction de la route Bujumbura-Kigoma, financée par le PNUD, a pris fin en 1969. Une deuxième étude plus détaillée, qui comprenait également l'élément entretien routier, a été effectuée en 1970 sur des crédits de la Banque Mondiale. Celle-ci étudie la possibilité d'un prêt au Gouvernement de \$ E.U. 8,9 millions remboursable en 50 ans avec différé de 10 ans. Ces fonds seraient destinés à financer le projet global "Construction et Entretien Routier" pour des travaux de modernisation du tronçon Bujumbura-Mutambara (77kms) de la R.N.3., ainsi que pour quelques améliorations ponctuelles sur le tronçon Mutambara-Nyanza-Lac, l'acquisition d'engins, de véhicules et de matériels. Le Gouvernement a présenté une requête pour un projet d'entretien routier au PNUD d'un montant de \$ E.U. 950,000, sollicitant les services d'experts et de consultants. Cette requête, actuellement à l'étude, est liée au projet global routier. La Belgique contribuerait pour un montant de \$ 600,000 au projet global, et l'aide bilatérale allemande, \$ E.U. 700.000, comporte la construction et l'équipement d'un garage central et la mise à disposition de quatre experts.

TRANSPORTS LACUSTRES

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

La voie normale, pour l'expédition ou l'importation de produits et de marchandises, est la voie Bujumbura-Kigoma - Dar-es-Salaam, comportant 210 kms de navigation lacustre, et 1.250 kms de chemin de fer. Le transit international en provenance ou à destination du Rwanda est insignifiant depuis la suppression de l'Union Economique avec ce pays. Les principaux problèmes qui se sont posés depuis l'Indépendance du Burundi, concernant la gestion du port de Bujumbura et les transports sur le lac Tanganyika, ont été résolus de façon satisfaisante. Les installations actuelles à Bujumbura sont bien adaptées à la nature du trafic et ont une capacité dépassant largement les besoins. Toutefois, Kigoma reste particulièrement mal équipé et ce point de rupture de charge supplémentaire n'aide pas à l'abaissement des tarifs. Aussi s'avèrera-t-il opportun de se pencher, dès que possible, sur le problème de transport sans rupture de charge assuré par train-ferry - Kigoma-Bujumbura.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

L'aide du Système des Nations Unies n'a pas été sollicitée par le Gouvernement dans ce domaine.

TRANSPORTS AERIENS

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Pays non ouvert sur la mer, soumis à des contraintes politiques dans l'exploitation de ses liaisons routières et lacustres, le Burundi se doit de considérer le développement du transport aérien comme primordial pour éviter un isolement aux conséquences économiques graves.

Le Burundi ne possède qu'un seul aéroport international en relation avec l'extérieur. Le Gouvernement a mis en place, avec l'aide de la Coopération Technique Française (CTF), une Société de Transports Aériens "STAB", équipée de trois DC-3 presque totalement entretenus et pilotés par du personnel de la C.T.F. Le STAB dessert principalement Kigali-Bukavu-Goma et Entebbe. Les communications aériennes avec l'intérieur du pays sont limitées aux avions petit-porteurs dans des conditions difficiles dues, en partie, à l'insuffisance des pistes et à leur état précaire, notamment en saison des pluies.

L'un des objectifs prioritaires est de mettre en place une structure qui permettrait une exploitation de l'aérodrome en permanence 24h/24h et de recevoir de jour et de nuit des vols internationaux avec des avions du type B.707. Les autorités ont également inscrit au Plan Quinquennal des travaux d'aménagement sur la piste, parking et routes à servitudes et envisagent le développement du réseau intérieur, pratiquement inexistant actuellement et, ceci, à l'aide de l'aménagement de terrains secondaires et de pistes de secours.

Par ailleurs, la formation du personnel technique reste un souci constant pour le Gouvernement. Le Centre de Formation des Personnels Techniques, Aéronautiques et Météorologiques est actuellement en pleine activité et le recrutement des stagiaires est prévu jusqu'en 1977, pour certaines disciplines. Les responsables du Département de l'Aéronautique ont désigné jusqu'ici trois instructeurs nationaux qui participent, en compagnie des experts étrangers, aux cours de formation. Des stages de recyclage ont été également organisés afin de maintenir les connaissances au niveau des normes internationales. Les services incendie restent mal équipés avec un matériel en mauvais état et insuffisant. Le personnel est également mal équipé et mal entraîné.

Pour le moment, l'équilibre financier du STAB reste précaire et ne pourra être trouvé que par un développement plus important des lignes actuelles. Un des objectifs actuels du Gouvernement est de doter le STAB d'appareils modernes, tels que des Caravelles, et d'effectuer des transports moyen courrier. Des négociations ont eu lieu à cet effet avec la CTF.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

Depuis janvier 1975, le PNUD assure les services d'un expert de l'OACI chargé de conseiller le Gouvernement et de former du personnel en matière d'aéronautique. Le poste prend fin en août 1973. Dans le domaine de la formation, le PNUD a largement contribué à l'apport de matériel didactique et a acheté un autobus pour le transport des élèves. Cette aide semble suffisante pour l'orientation définie.

TELECOMMUNICATIONS

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Le Burundi dispose de 10 centraux téléphoniques automatiques, avec des capacités variant entre 20 à 100 lignes, et de faisceaux VHF reliant ces centraux à celui de Bujumbura. Le central de Bujumbura, avec 2.500 lignes, s'avère déjà insuffisant. Le service telex de Bujumbura est doté d'un commutateur automatique, dont la capacité est de 100 lignes. Les bureaux télégraphiques de Bujumbura et de l'intérieur du pays sont reliés à ce commutateur. Il y a une quinzaine d'abonnés privés.

Les liaisons internationales, téléphoniques, télégraphiques et telex, utilisent actuellement les circuits UHF par vacation entre Bujumbura-Kigali, Bujumbura-Kinshasa, Bujumbura-Nairobi, Bujumbura-Bruxelles. Une liaison par faisceaux VHF relie Bujumbura à Kigali. En général, les liaisons internationales restent lentes, et difficiles, tant par téléphone, par telex, que par télégramme.

Les personnels techniques qualifiés sont en nombre insuffisant dans les services des télécommunications. Trois niveaux de techniciens sont à former: ingénieur technique, technicien, aide-techniciens. Cependant le nombre nécessaire ne justifie pas l'organisation d'une Ecole des Télécommunications sur le plan national. Les besoins dans ce domaine pourraient être satisfaits par des bourses à l'étranger fournies par des aides bilatérales ou multilatérales.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

Le PNUD a mis à la disposition du Gouvernement trois bourses de neuf mois et une bourse de trois mois de formation de personnel pour le Département des Télécommunications. Ces bourses n'ont pas encore été utilisées.

SERVICES POSTAUX

I. DONNEES ET PRINCIPAUX PROBLEMES

Indépendamment de leur utilité sur le plan économique et social, et de leur contribution aux opérations de la Caisse d'Epargne et de l'Institut National de Sécurité Sociale - INSS, les services de postes présentent l'avantage de procurer des recettes publiques importantes, dont une est constituée par la vente, productrice de devises, des émissions successives de timbres-poste très appréciés sur le plan philatélique international.

Ces services postaux sont installés dans quelques localités du pays seulement et sont insuffisants pour répondre aux besoins de la population. L'aménagement des installations, le matériel mis à la disposition du personnel ainsi que les moyens de transport, restent précaires. Les bureaux de l'intérieur sont seulement desservis chaque semaine.

Le programme de développement des services postaux prévoit la construction de bureaux de poste dans tous les chefs lieux d'arrondissement, des maisons d'habitation pour le personnel appelé à desservir ces centres et l'acquisition de véhicules pour assumer un meilleur acheminement du courrier.

Une assistance est fournie par l'aide allemande et belge, qui pour l'instant semble insuffisante pour faire face aux besoins et à l'extension nécessaire et progressive des services postaux.

II. CONTRIBUTION DU PNUD

Le Gouvernement n'a pas sollicité l'assistance du Système des Nations Unies dans ce sous-secteur.